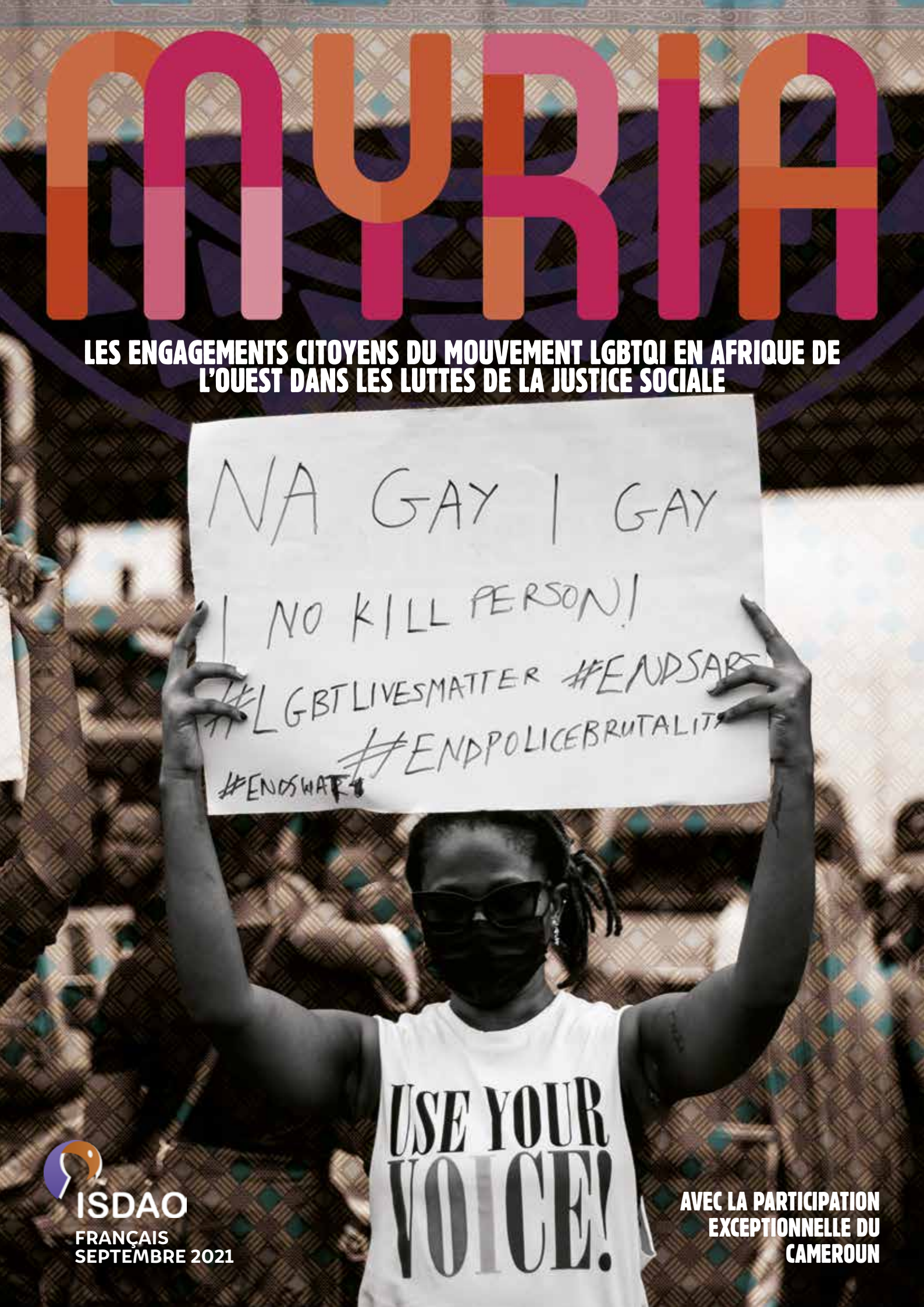
MYRIA

LES ENGAGEMENTS CITOYENS DU MOUVEMENT LGBTQI EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS LES LUTTES DE LA JUSTICE SOCIALE



ISDAO
FRANÇAIS
SEPTEMBRE 2021

AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DU CAMEROUN

CRÉDITS
Editeur – Editrice:
Stéphane Simporé (Directeur des Communications et de la Gestion des Connaissances)
Phidelia Imiegha (Chargée de Communication)
Traduction:
Pascaline S. Lamien-Bambara
Conception Graphique: Njau Samson
Image de couverture: Uyaiedu Ikpe-Etim
Contributeurs/Contributrices:
Pacifique Doriane Sognonvi (Bénin)
Gatsby (Togo)
Gayture Z. (Burkina Faso)
Lola Kama (Cameroun)
Leila Yahaya (Ghana)
Aumarh (Nigeria)
Rita Nketiah, PhD (Ghana)
Sikiru Abiona Yusuff (Nigeria)
Kiraay (Sénégal)
Victor 'Vicwonder' Emmanuel (Nigeria)

MYRIA

LES ENGAGEMENTS CITOYENS DU MOUVEMENT LGBTQI EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS LES LUTTES DE LA JUSTICE SOCIALE

AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DU CAMEROUN

CONTENU

8 BÉNIN
14 BURKINA FASO
18 CAMEROUN - *PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE*
23 GHANA
39 NIGERIA
55 SÉNÉGAL
60 TOGO

©Stéphane Simporé

ALLONS, CITOYENNES ET CITOYENS QUEERS D'AFRIQUE DE L'OUEST!

STÉPHANE SIMPORÉ,
DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS ET DE LA GESTION DES CONNAISSANCES

Fin Octobre 2020 ! Le Burkina Faso s'apprête à commémorer les 30 et 31 octobre de ce mois, les 6 ans de l'insurrection populaire qui a fait chuter le régime dictatorial et népotiste de Blaise Compaoré qui a duré 27 ans. Au même moment, l'attention du monde est sur le Nigeria en pleine ébullition avec le mouvement populaire EndSars[1].

Ce qui a particulièrement retenu mon attention n'est pas l'impressionnante mobilisation sociale que ce dernier mouvement a suscitée, mais la diversité des acteurs et actrices de mouvement issus-es de tous les autres mouvements de justice sociale, et spécialement celui du mouvement LGBTQI. On a pu voir des militants-es ouvertement LGBTQI participer activement à ce mouvement de diverses manières : les marches publiques de manifestations, les mobilisations sur les médias sociaux, les tweets d'informations et d'alertes très réguliers.

Si la participation active des militants-es du secteur de la justice sociale à un mouvement de soulèvement populaire peut sembler presque courante, elle ne l'est pas pour la présence du mouvement LGBTQI au mouvement #EndSars quand on sait qu'au Nigeria, les communautés LGBTQI sont criminalisées et fortement harcelées. Mais loin de rester dans le silence, la discrétion ou carrément l'indifférence, les militants-es LGBTQI ont participé à ce mouvement

1 End Special Anti-Robbery Squad (End SARS) ou #EndSARS est un mouvement social au Nigeria appelant à l'interdiction de la Special Anti-Robbery Squad, une unité de la police nigériane réputée être très brutale et oppressive.

parce qu'ils-elles sont largement concernées par les actes de brutalité de la SARS comme tous-tes les citoyens-nes du Nigeria.

Bien que la participation des militants-es LGBTQI à d'autres revendications de justice sociale soit importante, celle-ci n'est pas inédite ni nouvelle. Cependant, elle est peu documentée et souvent même ignorée.

En effet, le mouvement de l'insurrection populaire d'octobre 2014 du Burkina Faso a connu la participation des militants-es LGBTQI burkinabè à toutes les étapes de cette insurrection y compris la contribution à pourvoir des soins aux blessés-es de cette insurrection. Toutefois, lorsqu'on raconte l'histoire et les acteurs-actrices de cette insurrection, on ne nomme jamais la participation des activistes LGBTQI comme des citoyens-nes ayant pris part à ce moment historique et révolutionnaire du pays.

En regardant ces deux cas d'exemple, A l'ISDAO, nous nous sommes interrogés-es sur la façon dont nous pouvons raconter l'engagement civique des militants-es LGBTQI dans d'autres revendications de justice sociale au-delà des agendas de la révision des lois et d'autres agendas électoralistes car nous savons qu'il y en a pleins d'autres. C'est pourquoi, nous avons lancé cet appel à contributions pour documenter de diverses façons possibles, les différentes perspectives de la participation des militants-es LGBTQI dans les processus citoyens.

En lançant cet appel, nous avons voulu également montrer combien le mouvement LGBTQI d'Afrique de l'Ouest, particulièrement dans les pays focus de l'ISDAO, contribue à bâtir une société plus égalitaire en participant à d'autres revendications de justice sociale.
Nous avons reçu plusieurs contributions de plusieurs perspectives des différentes communautés que forment le mouvement LGBTQI au Burkina Faso, au Bénin, au Ghana, au Nigeria, au Sénégal, au Togo, avec la participation exceptionnelle du Cameroun. Ces contributions sont la preuve et la voix percutante que le mouvement LGBTQI d'Afrique de l'Ouest n'évolue pas dans un vase clos comme le véhicule l'imaginaire populaire de la société civile générale, mais qu'il est engagé et a une volonté d'engagement même si in fine, son engagement reste souvent ignoré et parfois effacé.

En lançant ce premier numéro de notre revue Myria, A l'ISDAO, nous voulons mettre en place un cadre de conversations et de réflexions, ouvert aux militants-es LGBTQI et aux allié-es sur les sujets qui touchent le développement du mouvement LGBTQI en Afrique de l'Ouest dont entre autres la philanthropie, la démocratie, l'environnement, le féminisme, etc. Cet espace sera également dédié pour une pluralité et une diversité des voix, des expériences et des perspectives.

BÉNIN

©AfroBenin

CITOYENNETÉ ET VISIBILITÉ : L'ENGAGEMENT DE FEMMES MILITANTES LGBTQI DU BÉNIN SUR D'AUTRES REVENDICATIONS DE JUSTICE SOCIALE

PAR PACIFIQUE DORIANE SOGNONVI — BÉNIN

La lutte pour le respect des droits de tous les êtres humains sans distinction quelconque est une cause noble à laquelle plusieurs défenseurs et défenseuses des droits humains s'adonnent depuis plusieurs décennies. Ainsi, Les femmes militantes LGBTQI en tant que citoyens-es, ne restent pas en marge de ces luttent. Outre la défense des droits LGBTQI, elles sont aussi impliquées dans plusieurs initiatives, programmes, protestations, afin de contribuer à l'obtention d'une justice sociale pour tout le monde. En région ouest-africaine, de quel engagement font-elles montre? Au Benin, malgré les obstacles et les défis qui restent dans le futur, découvrez avec nous l'incroyable engagement de Helwise Boya, Alexandrine Guegue, et Doriane Sognonvi, militantes LGBTQI engagées sur d'autres questions de revendication de justice sociale.

Au Benin, les femmes sont minorisées et sont associées à de nombreux stéréotypes : les hommes les pensent incapables de suivre des cours d'alphabétisations parce qu'elles avaient déjà raté l'école depuis leurs enfances et aussi d'apprendre un quelconque métier technique pour celles qui sont allées un peu à l'école. Cette éducation construite donc une société où les hommes dominent et où le rôle des femmes dans la société se limite à celui de l'épouse ou de la mère.

Cette injustice évidente a poussé Helwise vouloir contribuer à une transformation sociale. Ainsi, elle a créé un programme de mobilisation pour initier les filles et les femmes à l'outil informatique pour qu'elles puissent découvrir le monde du numérique, pour qu'elles puissent porter leurs voix et mais aussi dénoncer les injustices dont elles sont victimes. Helwise Boya est une jeune militante LGBTQI experte en systèmes informatiques et logiciels. En plus de son militantisme LGBTQI, Helwise s'est investie dans ce programme d'initiation des jeunes filles et des femmes à l'outil informatique dénommé « **Access to computer for Every girls and women's** ».

Au cours d'une interview, elle cite :

<<j'ai trouvé qu'être dans le domaine de l'informatique où les femmes se faisaient rares. Travailler, briller, me permettraient d'être un modèle pour celles qui se sous-estiment. Étant du domaine numérique aujourd'hui, je veux contribuer à garantir un accès abordable aux outils numériques aux femmes et aux filles et briser les obstacles qui empêchent la pleine participation des filles et des femmes à l'économie numérique.>>

Aussi déterminée qu'Helwise, Alexandrine GUEGUE, est une militante LGBTQI depuis plusieurs années. Alex comme on l'appelle couramment est aussi une grande activiste qui lutte pour les droits, l'émancipation des femmes, et la protection de l'environnement. A travers l'ONG le **Cercle des Femmes amazones du Bénin (CeFaB**), elle mène plusieurs actions telles que : des formations pour les femmes sur le plaidoyer et la lutte contre les violences basées sur le genre en partenariat avec l'association béninoise pour la promotion de la famille (ABPF) ; des formations sur le féminisme et l'estime de soi ainsi que beaucoup d'autres formations qui permettront aux femmes de s'épanouir et de réussir leurs vies. En 2018, elle a participé à la grande marche de lutte contre le cancer organisée par l'association SOS Cancer Bénin, en 2019 à la première conférence de presse Eco running 7 au Kenya pour lutter contre les déchets plastiques. En 2020, elle a mené des actions de plaidoyer envers les autorités du pays pour l'acceptation des projets de lois en faveurs des femmes. Grâce à son leadership, Alex a été primé

plusieurs fois notamment à l'occasion des oscars des amazones en 2019 organisé par la fondation des jeunes amazones du bénin (FJAD) où elle a été félicitée pour sa bravoure et pour tout ce qu'elle fait pour l'émancipation des femmes au Bénin. Aussi, Lors des manifestations qui ont suivi les élections législatives controversées au Bénin le 2 mai 2019 où prudence AMOUSSOU, est décédée, des suites d'une blessure par balle reçue, Alexandrine a œuvré avec AMNESTY INTERNATIONAL Benin pour la signature d'une pétition et demander justice pour dame Prudence et sa famille ainsi que les personnes tuées par balle par les policiers, auprès du Gouvernement du Bénin. Cette pétition ayant obtenu une grande adhésion de la population, nous montre la force et la capacité d'Alex dans la mobilisation pour une cause de justice sociale. Autant dans son engagement pour la défense des droits des personnes LGBTQI, Alex est aussi engagée dans d'autres revendications pour une justice sociale pour tous dans le pays. Elle est donc une vraie leader et fait partie de l'une de ces incroyables militantes LGBTQI qui sont engagées en plus du militantisme LGBTQI, dans d'autres revendications de justice sociale.

Avec le même engagement comme Helwise et Alex contre les injustices sociales, SOGNONVI DORIANE PACIFIQUE, est Queer, membre de la communauté LGBTQI, Activiste, féministe, communicante digitale, Community manager, Bloggeuse et Militante LGBTQI dans une organisation non gouvernementale qui lutte pour le droit des LBQ en république du Benin. En dehors de son militantisme LGBTQI, Doriane est aussi une grande activiste défenseuse des droits de la femme, de lutte contre les violences faites à la jeune fille et à la femme, et pour une justice sociale pour tout le monde. Doriane a un blog sur Facebook sur laquelle elle aborde différentes questions notamment des questions de leadership, comment devenir un leader, des questions d'estime de soi, des textes de Slam, ainsi que différents sujets pour sensibiliser les internautes et les exhorter à prendre conscience et agir pour le bien de tous. Vu que nous sommes à l'ère du numérique et que tout se fait pratiquement sur internet, son blog marche bien et elle est maintenant l'une des plus influentes activistes au BENIN. En 2020, grâce à son leadership, Doriane a réussi à convaincre l'ONG RACINES et leurs psychologues pour un soin gratuit et un suivi psychologique pour toutes les femmes et filles victimes de viol. Un exploit qui lui a valu plusieurs félicitations de la part des internautes et des grands défenseurs des droits du pays. Doriane travaille sur Le projet GOL de PLAN INTERNATIONAL, un projet qui consiste à la mise en place d'un espace sûr en ligne pour les jeunes filles pour les protéger des harcèlements en ligne et pour aussi leur créer un espace de discussion qui les permettront de se confier à des personnes fiables et de discuter sur des questions qui les intéressent entre elles afin de s'épanouir et se sentir en sécurité. Ce projet qui vient en aide aux jeunes filles et qui les permet de s'épanouir en dehors du cercle des garçons dans lequel elles sont tout le temps stigmatisées et harcelées. En 2019, lors d'une manifestation des étudiants pour le refus des cours en ligne, l'étudiant Théophile Adjaho a été tué par un policier qui tirait à balle réelle sur les

étudiants-es qui refusaient de se soumettre dans l'enceinte du campus de l'Université d'Abomey-Calavi. C'était une véritable tragédie pour les étudiants-es qui ont vu leur camarade mourir sur le coup des balles de ce policier. Après la mort de ce dernier, ni le recteur de l'université, ni d'autres autorité, n'ont pris aucune mesure pour punir le policier pour son crime. Face à cette injustice sociale et vu la colère de certains-es étudiants-es, Doriane a œuvré avec le président de l'association des étudiants-es de l'Université d'Abomey-Calavi pour déposer une plainte à la Cour Constitutionnelle afin de demander un procès contre le policier pour que justice soit rendue à Théophile Adjaho et sa famille. De plus, récemment Doriane a aussi œuvré pour qu'une fille qui a été victime de viol et qui est tombé enceinte par la suite du viol soit prise en charge par un médecin gynécologue car quelque mois plus tard, elle a perdu son bébé, la laissant dans un profond traumatisme physique et mental. Tous ces travaux abattus par Doriane nous montrent son incroyable engagement sur d'autres revendications de justice sociale en dehors du militantisme LGBTQI.

Par ailleurs, en plus de Helwise, Pacifique et alexandrine, Andreas ADANGNIDO, et CREDO AHODI, sont deux responsables d'associations LBQ et aussi des militantes LGBTQI qui à part leurs militantismes LGBTQI sont aussi engagées dans d'autres revendications de justice sociale. Elles mènent plusieurs actions pour la défense des droits et l'épanouissement des femmes en république du Benin. Leur leadership leur a valu bien de distinctions et des participations à des réunions internationales. Elles mènent aussi des actions pour défendre le droit des travailleuses de sexe. En 2021 en tant que militantes LGBTQI, elles ont été associées au projet de mise en place d'un observatoire de surveillance des violations perpétrées contre les albinos, et les travailleuses de sexe de AMNESTY INTERNATIONAL BENIN en partenariat avec L'AMBASSADE DE FRANCE pour y apporter leurs expertises.

Cependant, dans cette quête d'une justice sociale pour tout le monde, Elles racontent qu'elles ont eu à faire face à des obstacles, notamment Doriane qui notifie le manque de courage et soutien à l'endroit des filles victimes de viol de dénoncer leurs violeurs. Doriane fait l'objet de harcèlement et de stigmatisation à son encontre, lors des séances de sensibilisation à cause de son physique de la part des élèves et des étudiants-es. Elle est aussi confrontée au manque de ressources nécessaires pour soutenir son travail.

Helwise quant à elle souligne que les parents de certaines filles refusent de faire participer leurs filles aux séances d'initiations à l'outil informatique et certaines sont obligées de venir en cachette, et Alexandrine se plaint du manque de négligence de certains-nes jeunes au cours des séances de sensibilisations, et le refus de la population d'obéir aux principes de la propreté de ne plus jeter les ordures n'importe comment. Donc malgré leurs engagements voici autant de défis auxquels elles font face afin de mener à bien leurs engagements.

En somme, nous pouvons dire qu'au Bénin, plusieurs militants-es LGBTQI malgré les différents défis et obstacles auxquels elles font face.

En plus de leur militantisme LGBTQI, elle mènent aussi des actions pour défendre les femmes et les jeunes filles, les personnes défavoriséees, la lutte contre le changement climatique et beaucoup d'autres actions afin de contribuer à une justice sociale. Ces quelques militantes sont des exemples parmi tant d'autres pas seulement au Bénin mais aussi dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

BURKINA FASO

©Stéphane Simporé

RÉSISTANCE ET ESPÉRANCE: CAS D'AGRESSION DE ADJA DIVINE EN 2017

PAR GAYTURE Z. — BURKINA FASO

En mai 2017, dans un des quartiers populaires à Ouaga s'est déroulée en mai 2017 une scène des plus horribles qu'une femme puisse subir.
Sortie juste pour s'approvisionner en lait pour son nouveau-né, elle vivra le pire cauchemar de sa vie ce jour-là.

Adja divine artiste musicienne, après un refus de s'arrêter pour un contrôle de routine de police en prenant la fuite a été rattrapée par une foule d'hommes l'accusant d'avoir «voler un bébé ou cinq bébés d'autres.»

Même sans savoir ce qui se passait, la foule s'est rouée sur elle, la dénudant publiquement et la rouant de coups. Les deux policiers qui la poursuivaient ont été vite débordés, et n'ont pas intervenu pour dissuader la foule.

Après avoir été violentée, agressée physiquement et humiliée publiquement, elle sera délivrée des mains de la foule par l'intervention d'une autre patrouille policière plus renforcée. Les vidéos de cette agression ont fait le tour des réseaux sociaux choquant une majeure partie de l'opinion publique.

Il faut observer qu'après l'insurrection populaire qui a conduit au départ du régime du dictateur Blaise Compaoré, les nouveaux dirigeants n'ont pas su rétablir la confiance et l'ordre en la justice républicaine espérée par la population. Alors, le pays commençait à sombrer dans une forme de justice populaire.

Cependant, la barbarie subit par Adja Divine a suscité une vague d'indignation au sein de la société civile. La réaction des femmes en général ne s'est pas fait attendre car au lendemain de cet acte de violence une marche populaire a été organisée pour réclamer justice pour la victime.
L'objectif était de dénoncer la banalisation de toutes ces violences à l'encontre des femmes, mais mettre en garde face au danger de la justice populaire.

Moi, En tant qu'activiste LGBTQI mais avant tout citoyenne, lorsque j'ai vu la vidéo de l'humiliation de Adja Divine, j'étais outrée et choquée ! Je n'en croyais pas !!! ça ne pouvait pas être dans mon pays qu'une telle scène se passe. Je me suis dit sur le champ qu'il faut qu'on fasse quelque chose car c'était impossible de regarder cette vidéo et rester indifférent.

J'ai donc contacté un ami lui aussi activiste pour savoir ce qu'il pense de la situation et que nous pouvons faire pour dénoncer cela. Le lendemain, au matin sur les réseaux sociaux, on a vu d'une marche annoncée et on n'a pas hésité une seule seconde pour y prendre part. Nous étions plusieurs activistes LGBTQI présents-es ce jour-là à la manifestation car nous sentions profondément concernés-es par cette situation nous-même constamment harcelés-es et violentés-es de diverses manières. Nous avons marché tout au long de l'Avenue de l'Insurrection Populaire pour réclamer justice et réparation pour Adja Divine.

Pour ma part, j'étais soulagée et heureuses de voir que beaucoup de gens ont répondu présents à l'appel de la marche. Et j'ai vu en cela la possibilité de changement de mentalités des burkinabé en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. Je me sentais mal pour cette femme mais en même temps je retrouvais de l'espoir que je commençais à perdre au regard du niveau grandissant de l'incivisme dans la ville de Ouagadougou.

Tout comme pendant l'Insurrection Populaire d'Octobre 2014 et durant la résistance contre le Coup d'Etat manqué de 2015, nous militants-es LGBTQI étions encore là en tant que citoyennes et citoyens pour dire stop à cette situation. Ce fut une importante expérience pour moi parce que la justice a réagi en engageant des enquêtes ouvertes pour retrouver les agresseurs.

Mais, je pense que ça aurait été différent s'il n'y avait pas eu cette manifestation car on a vu plusieurs fois des cas de violences sans qu'il n'y ait des personnes inculpées ou condamnées.

Je me réjouis de ce pas fait par la Justice. Cela est la preuve que lorsque nous levons nos voix contre toute sorte d'injustice il peut y avoir justice. Il faut insister.

A partir de cette expérience j'ai aussi pris confiance en moi afin de dire NON dans certaines situations de la vie de tous les jours. On obtient le changement que lorsque nous nous opposons aux oppresseurs ouvertement ! Partout où que nous soyons, nous devons nous tenir debout et refuser d'être des témoins passifs de toutes les formes d'injustice.

CAMEROUN

©Stéphane Simporé

DÉFENDRE, DÉFIER, DÉNONCER: LA JOURNÉE COMMÉMORATIVE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS (DDH) AU CAMEROUN

PAR LOLA KAMA[1] — CAMEROUN

1 Je remercie les militants-es Sandrine Ateh (AVAF) et Nickel Liwandi (CamfAIDS) qui m'ont aidé à recouper les informations.

C'était il y a trois ans. Et d'aussi près que je me souvienne, j'en garde un très fort sentiment de victoire et d'espoir. Sortir du placard pour la rue, à l'occasion de la journée commémorative de lutte contre les violences faites aux défenseurs des droits humains est l'un des actes politiques les plus forts que j'ai posé au Cameroun. En effet, marcher dans les rues de Yaoundé le 12 juillet 2018 auprès des « tchélé », des « nkoadengue », des « pédés », des « mvoyes », des « koudje », ceux et celles dont on se moque publiquement sans gêne, dont on appelle au lynchage sans remords et dont l'existence est niée au quotidien avait un profond goût de victoire. Une victoire sur la peur, une victoire sur la honte, une victoire sur le mépris, les insultes, la violence quotidienne. Une victoire sur un système oppressif et autoritaire qui s'abat sans pitié sur les pauvres, les femmes, les homosexuel.les, les Trans, etc. Victoire d'autant plus significative que c'est une initiative communautaire, né d'un mouvement jeune et ambitieux qui refuse de baisser la tête face à l'arbitraire de la loi et des institutions sensées nous protéger : l'Etat, la Police, la Famille, l'Eglise, etc.

Cette initiative est née suite à l'assassinat de l'activiste gay Eric Ohena Lembembe en 2013. Ce lâche assassinat n'a toujours pas trouvé justice comme des centaines d'autres actes de violence gratuite envers les défenseurs des droits humains, et précisément les personnes queer. Et la justice c'est ce que défendent les organisateurEs de cette journée inédite. La justice, c'est ce que réclament les corps réunis ce matin-là sur le parking de l'emblématique stade omnisports de Yaoundé. Nous étions nombreux-ses, venus-es des quartiers de la capitale, mais aussi de Douala, de Bafoussam, d'Ebolowa, de Kribi, de Mbalmayo et j'en passe. En dehors de ces soirées mémorables dont seules nous avons le secret, je ne nous ai jamais vu en si grand nombre, et surtout à la lumière du jour. En plein jour, nous avons manifesté de manière pacifique en la mémoire d'Eric, mais aussi pour demander justice. Justice pour nos vies, justice pour nos existences, justice pour nos identités, nos amours. En plein jour, nous avons marché la tête haute, pourtant habituées, contraintes à raser les murs, à baisser la tête, à nous excuser d'être nous-mêmes.

Nos rires disaient notre force malgré la peur. Bien sûr, il y avait une tension. Et elle était palpable. Manifester au Cameroun est un acte dangereux, quelque soit la cause, surtout s'il s'agit d'une question politique. Les violences et abus de droits sont légion. On ne compte pas le nombre de personnes brutalement tabassées et embarquées, injustement emprisonnées parce qu'elles osent réclamer leurs droits comme le paiement de leur salaire, l'accès aux soins ou à la justice. Manifester dans une identité niée et stigmatisée l'est d'autant plus. Le régime en place est sans pitié lorsqu'il ne s'agit pas d'encenser celui qui préside au (non) destin du pays depuis 1982. Autant le dire, l'ouverture démocratique est extrêmement faible.

Près de moi, une femme Trans riait en me montrant ses cicatrices. Elle ne comptait plus le nombre de fois où elle avait été agressée. Sur son corps, de nombreux stigmates de la violence de la rue, dont quelques-uns tout récents. Elle voulait faire du bruit. Elle voulait hurler à la face de ces gens qui nous regardaient passer qu'elle était vivante et fière. Que personne ne lui enlèvera son droit d'exister. Elle n'était pas la seule à vouloir crier. Mais dans les rangs, on les a fait taire. Il ne fallait surtout pas faire de vagues. S'exposer comme ça était déjà une victoire en soi. Il fallait que la marche se passe bien. Les manifestations étant rarement sont rarement autorisées, ce rassemblement avait eu lieu sous couvert d'une marche sportive. La prochaine fois peut-être, la prochaine fois on aura suffisamment de force pour crier notre colère au lieu de la taire.

Ce dont je me souviens, c'est certainement la force de toutes les personnes présentes ce jour-là. Se savoir gay, lesbienne, bisexuelle, Trans ou Queer et accepter de se rassembler en dehors de la nuit, en dehors de la fête. Se savoir femme, fille, victime de violence, infectée ou affectée par le VIH/SIDA, travailleurE de sexe et accepter d'être vu.e. Se savoir humain-e, conscient-e des injustices et aspirer à plus. Faire de son corps une arme politique, pour que justice soit rendue. Devant moi une femme Trans avait osé montrer son string pendant la marche avec un air de défi. On pouvait voir des visages maquillés légèrement, un coup de blush rose par ci, des cils tracés au crayon noir, une teinte de gloss par là, des ongles vernis et un foulard noué de manière experte plus loin sur des corps inattendus. J'ai échangé avec des filles au port de tête fier, à la voix douce derrière un regard méfiant et un habillement très masculin. Quel courage dans un pays qui tue les corps qui ne se conforment pas ! Quelle force pour des corps exclus ! Quel grand pas pour la justice sociale.

J'ai pu constater aussi au cours de cette marche la présence de membres d'associations intervenant auprès des femmes et des filles, ainsi que des associations de lutte contre le VIH/sida. J'ai appris plus tard que plusieurs associations intervenant pourtant dans la défense des droits humains s'étaient désolidarisées par crainte d'être assimilées aux LGBT, comme si les LGBT n'étaient pas des humains, comme si les LGBT n'avaient pas de droits, comme si les droits humains n'étaient pas aussi des droits des LGBT. Quel paradoxe ! Dans un pays gangrené par le *status quo*, ce sont pourtant les LGBT qui osent.

A l'avant du cortège, il y avait une grande bannière sur lequel on pouvait lire : « Stop aux violences sur les défenseurs des droits humains ». Il n'y avait pas d'autres messages mais notre présence seule suffisait à dire ce qu'il était dangereux de formuler à voix haute : « Nous existons », « Nos vies comptent », « Justice pour Eric », « Stop aux violences policières ». Si nous ne l'avons pas écrit, nous en avons parlé au cours de la table-ronde qui a suivi avec des personnalités locales : un représentant du Préfet, un journaliste, une commissaire, un avocat et un acteur de la société civile défenseur des droits humains. Paradoxe, hypocrisie ou exploit ? Si l'on s'arrête aux discours publics portés par ces institutions condamnant sans ménagement

« Stop aux violences sur les défenseurs des droits humains ». Il n'y avait pas d'autres messages mais notre présence seule suffisait à dire ce qu'il était dangereux de formuler à voix haute : « Nous existons », « Nos vies comptent » , « Justice pour Eric », « Stop aux violences policières ».

les personnes homosexuelles comme s'il s'agissait de criminel.les, on peut affirmer que les convier à une discussion en face à face est un formidable tour de force. Bien qu'intimidéEs au départ, les manifestantEs ont rapidement compris que c'était l'occasion de se faire entendre. A voix haute elles ont interpellé les intervenantEs sur les abus dont elles sont victimes au quotidien à l'hôpital, dans les familles, au quartier, par la police, les journalistes, etc. Les personnes interpellées en face semblaient camper sur leur appel au « Respect de la loi ». Il y a pourtant des lois injustes ! Il y a des lois criminelles ! Il y a des lois absurdes ! Il y a des lois hors la loi ! L'article 347 bis du Code pénal camerounais en est une ! C'est elle qui jette en pâture des milliers de vies humaines au lieu de les protéger. C'est elle qui fait de nous des citoyens de troisième zone. C'est elle qui nous expose au harcèlement et aux abus de toutes sortes.

Il n'y a pas de démocratie sans droit de manifester. En occupant la rue ce jour là, même si ce n'était que l'espace d'une demi heure, nous avons arraché un droit très rarement exercé dans le contexte camerounais. Nous avons bravé la peur et l'angoisse. Nous avons montré que nous refusions de nous cacher. Nous avons fait de nos corps un outil de justice. Désormais, l'espoir est permis. *Fire next time !*

GHANA

©Stéphane Simporé

COMMENT LES MÉDIAS ET LES LEADERS RELIGIEUX ET POLITIQUES RENDENT LE GHANA DANGEREUX POUR LES PERSONNES LGBT+

PAR LEILA YAHAYA — GHANA

Au Ghana, les personnes LGBT+ sont confrontées quotidiennement à de nombreux défis juridiques et sociétaux, et pourtant, elles ne sont pas protégées. Elles sont victimes d'abus et leurs droits sont fortement bafoués.

Les agressions homophobes physiques et violentes à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT+) sont courantes et souvent encouragées par les médias et les leaders religieux et politiques. Bien que la constitution garantisse la liberté de parole, d'expression et de réunion aux citoyens.nes ghanéens.nes, ces droits fondamentaux sont activement refusés aux personnes LGBT. Dans l'article suivant, je vais démontrer comment les forces institutionnelles à travers les médias, la religion et la politique contribuent à un environnement peu sûr pour les personnes LGBT au Ghana.

«...tout être humain a droit au respect de sa vie et de l'intégrité de sa personne. Nul ne peut être arbitrairement privé de ce droit.»

— « Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

MEDIA

Les médias dépeignent les communautés lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT+) sous un jour négatif en raison de ce qu'ils prétendent que la religion et le dogme leur ont appris dans le contexte africain. Il est très courant que les experts des médias grand public affirment publiquement que «l'homosexualité n'est pas africaine».

Les opinions publiques sur l'orientation sexuelle et l'identité et l'expression de genre continuent à diviser les opinions à travers l'Afrique de l'Ouest et le monde dans son ensemble. Souvent, ces interprétations des différences sexuelles et de genre sont motivées par une couverture médiatique et des présentations irresponsables qui sont parfois à l'origine de la discrimination, de la stigmatisation et du traitement injuste des personnes qui s'identifient comme LGBT+.
Les images négatives dans les médias sont très répandues. Les réactions du public aux médias et les opinions émises par les personnes cis-hétérosexuelles varient considérablement d'un pays ou d'une juridiction à l'autre, et ce pour tous les aspects de l'orientation sexuelle et de l'identité/expression de genre, y compris sur des questions telles que la légalité du mariage homosexuel, la «thérapie de conversion» et la criminalisation des personnes ayant des relations homosexuelles. Les médias sont souvent responsables de l'incitation à l'homophobie et au «gay-bashing» chez des personnes qui ne comprennent pas vraiment ce que signifie être LBGT+.

En Afrique, les sentiments anti-gays reposent en grande partie sur une désinformation religieuse et culturelle, des objectifs personnels, politiques ou/et financiers, et sont diffusés quotidiennement par le biais de programmes religieux qui dénoncent ouvertement l'homosexualité comme un comportement «anti-foi». Ces «talk-shows» télévisés et radiophoniques (y compris les églises et les mosquées) jouent un rôle énorme dans l'opinion publique dominante sur les membres des communautés LGBT+.

Récemment, par exemple, l'émission «The Standpoint» de la célèbre personnalité médiatique féministe Gifty Anti a suscité une vive controverse lorsqu'elle a fait intervenir un «ex-gay» dans son émission. Ces émissions ne font rien pour promouvoir une compréhension saine de la diversité sexuelle et de genre, et n'encouragent pas non plus les conversations sur des questions cruciales telles que la sécurité et la discrimination dont est victime la communauté LGBT+ au Ghana ou ailleurs en Afrique de l'Ouest. J'ai été surpris par la disponibilité et l'acceptation d'un tel programme dans les médias ghanéens, en particulier parce que le Ghana a signé la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, un engagement constitutionnel d'inclusion et d'égalité des droits de «tout être humain», y compris les membres de la communauté LGBT+ en Afrique.

«En tant qu'activiste, je me suis également rendu compte que lorsque les médias sont invités à couvrir un événement LGBT+, ils ont tendance à présenter l'histoire sous un jour négatif pour satisfaire le public/la société homophobe. C'est parce que les histoires négatives se vendent mieux que les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest.»

Certains professionnels des médias travaillant pour des stations de radio et de télévision inventent des histoires et invitent des personnes LGBT+ à des interviews en leur promettant argent et gloire. Ces personnes, aveuglées par ces promesses, vont à l'antenne pour peindre leur communauté en noir et même donner des informations sur la communauté juste pour aider les médias à promouvoir leurs agendas sombres et homophobes.

La couverture négative et homophobe des questions LGBT+ par les médias grand public augmente souvent le taux d'abus tels que les viols correctifs, les meurtres et les attaques collectives contre les personnes LGBT+ dans leurs différentes communautés. Ces abus et violations conduisent à la dépression, à l'anxiété, à l'automutilation, à la stigmatisation, à l'homophobie intériorisée, au décrochage scolaire, à la perte d'emploi, au rejet familial et même au suicide pour les personnes LGBT+. Chaque jour, la vie des personnes LGBT+ est mise en danger par la négativité, la haine, les abus et l'homophobie que les médias encouragent et alimentent.
Je pense que les médias sont suffisamment puissants et qu'ils doivent utiliser leurs plateformes de manière positive en abordant les questions, les cas où les événements LGBT+ pour que le public apprenne, réapprenne et désapprenne, et pour que la société commence à comprendre que les personnes LGBT+ ne sont pas des étrangers mais des êtres humains. Les personnes LGBT+ méritent d'être traitées avec respect et dignité comme tout autre être humain dans ce monde. Elles ont le droit d'être elles-mêmes et de vivre une vie épanouie. Les droits des LGBT sont des droits humains !

Au Ghana, en raison de la négligence, de la désinformation et de l'homophobie agressive des médias, des organisations comme la National Coalition for Proper Human Sexual Rights and Family Values, dirigée par l'avocat

Moses Foh-Amoaning, ont commencé à promouvoir le programme homophobe. Foh-Amoaning affiche fréquemment son ignorance et son homophobie agressive, et pourtant le gouvernement et les médias l'amplifient, alimentant encore plus la haine envers la communauté LGBT+.

FOI/RELIGION

Les chefs religieux sont souvent illégalement politisés et, par la suite, utilisent la religion comme base pour justifier certains objectifs prédéterminés tels que l'interprétation religieuse et la discrimination sexuelle. Un examen critique de la discrimination sexuelle/de genre montre que, de bien des façons, la religion est impliquée de manière répétée. Malheureusement, ces notions de genre/sexualité, largement enracinées dans l'interprétation erronée et les préjugés de la foi et des chefs religieux, sont répandues dans de nombreuses régions du Ghana et du monde. Le résultat est que la notion de suprématie masculine est devenue omniprésente, malgré les luttes vigoureuses menées pour redresser ces préjugés erronés. La marginalisation des personnes LGBT+ dans les domaines privé et public est également monnaie courante, car nous sommes traités comme des citoyens de seconde zone dans la plupart des sphères. Notre apparence et notre participation, notamment dans les espaces publics, ne sont pas reconnues. Cette évolution est le résultat des préjugés des chefs religieux, notamment à travers l'interprétation religieuse.

Les interprétations erronées et les préjugés de la foi et des chefs religieux sont responsables des nombreux revers et contrecoups auxquels est confrontée la communauté LGBT+ au Ghana, notamment en ce qui concerne ses chances d'émerger et de jouir avec succès de ses droits humains fondamentaux. Pourtant, un examen critique des textes religieux originaux des différentes religions du monde révèle que ce sont les interprétations religieuses, plutôt que la religion, qui sont responsables des difficultés de chacun. Les religions, dans tous les domaines, sont généralement connues pour prêcher l'amour, l'équité, la justice, l'harmonie sociale et la convivialité. Malheureusement, les injustices et diverses formes de discrimination sont répandues dans de nombreuses sociétés. Les recherches égoïstes et les pratiques d'exclusion de groupe sont très répandues. Les interprétations religieuses sont à la base de ces problèmes. Les interprétations religieuses sont universelles et ont souvent été utilisées pour atteindre certains objectifs égoïstes.

POSITION DES POLITICIENS SUR LES QUESTIONS LGBT+ AU GHANA

Au début de l'année, LGBT+ Rights Ghana a annoncé l'ouverture d'un espace sécurisé pour la communauté sur ses réseaux sociaux le 31 janvier 2021, ce qui a déclenché une tempête médiatique et a mis sous les feux de la rampe les organisations LGBT+ existantes ainsi que l'ensemble de la communauté LGBT+ qu'elles servent. En conséquence, nous assistons à des menaces de violence à l'encontre de personnes soupçonnées de faire partie de la communauté LGBT+.

Suite à cela, 30 députés anti-LGBT+ du Parlement ghanéen ont créé "believers against LGBT+". Un membre du groupe,

l'honorable Emmanuel Kwasi Bedzrah, a détaillé, lors d'une réunion en mars 2021, leur démarche visant à criminaliser la pratique et la défense des droits des LGBT+ au Ghana d'ici la fin de l'année 2021.[1]

LUTTES DE LA COMMUNAUTÉ/ MOUVEMENT LGBT

Au Ghana, même avec des informations adéquates sur le genre et l'orientation sexuelle, les personnes LGBT+ sont toujours confrontées à des problèmes de sécurité en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle. Cela les met en position désavantageuse et les rend vulnérables à toutes sortes de violations, y compris le harcèlement sexuel, le viol correctif, les mariages forcés, les attaques physiques et verbales, etc.

Les organisations et mouvements LGBT+ craignent pour leur vie et n'osent pas ouvrir leurs bureaux pour travailler en raison de l'agenda sombre contre les personnes LGBT+ et de la façon dont les différents partis encouragent la haine envers la communauté LGBT+. Le fait que les Ghanéens ne puissent pas embrasser la diversité et l'inclusion est vraiment dégoûtant. Les activistes et défenseurs.euses des LGBTQIPA+ tentent de sauver leur peau parce que les médias et les organismes religieux incitent à la haine contre la communauté et les personnes qui travaillent pour elle.

Les personnes LGBT+ ne peuvent pas vivre librement sans subir quotidiennement des violences verbales, physiques et émotionnelles de la part de la société hétéronormative. Les personnes LGBT+ vivent dans la peur en raison des menaces qu'elles reçoivent lorsqu'elles mettent le nez dehors ou sur les réseaux sociaux.

Malgré toutes les luttes, les activistes et défenseurs.euses des droits humains au Ghana craignent pour leur vie, car la plupart d'entre eux.elles ont vu leur visage apparaître dans les journaux télévisés et sur les blogs des médias sociaux. Cependant, les activistes LGBT+ continuent de travailler sans relâche pour trouver de meilleurs moyens d'autonomiser, de soutenir et de poursuivre la lutte pour les droits de toutes les personnes LGBT+, quoique le combat devienne de plus en plus difficile.

1 https://76crimes.com/2021/03/22/leader-of-ghana-parliament-vows-passage-of-strict-anti-lgbtqi-bill/

©Stéphane Simporé

LES FEMMES GHANÉENNES LBQ VOGUENT DANS LA CONSTRUCTION DE LA COMMUNAUTÉ À L'ÈRE DU COVID

AUTEUR : RITA NKETIAH, PHD — GHANA

«Est-ce que tu écoutes ?» Mon amie Akua m'envoie un texto, alors que je suis recroquevillée sur mon déjeuner tardif à la table de ma sœur. Mon iPhone est sur haut-parleur à bas volume pendant que j'essaie de participer à ma troisième réunion virtuelle de la journée. Cette fois, il s'agit d'un «salon» organisé par des femmes homosexuelles du Ghana sur la toute nouvelle application de médias sociaux appelée Clubhouse. Le sujet du jour est l'identité des femmes asexuelles et bisexuelles. Pour être honnête, je ne suis même pas sûre d'avoir le niveau d'enthousiasme nécessaire pour cette discussion, car je me remets encore de l'homophobie désinvolte des féministes ghanéennes hétérosexuelles lors d'un webinaire organisé plus tôt dans la journée. La semaine précédente, j'ai animé un atelier sur le féminisme, dans lequel des hommes homosexuels cisgenres se sont activement centrés sur eux-mêmes en tant que nouveaux bénéficiaires de la lutte contre le patriarcat. En tant que féministe africaine queer, je suis politiquement épuisée.

«A peine... je mange.» Je réponds en me grondant intérieurement d'avoir oublié de charger mon oreillette Bluetooth avant le début de l'événement. «Désolée... je suis dans la cuisine et je ne veux pas que ma famille entende», réponds-je. Tout en engloutissant mon igname bouillie et en penchant la tête vers le téléphone pour entendre la conversation à faible volume, je garde un œil attentif sur mes nièces précoces qui courent dans tous les sens et sur ma mère qui, à quelques mètres de là, regarde fidèlement les informations de la mi-journée. Malgré leurs distractions apparentes, je suis toujours consciente de leur présence dans notre espace commun, et je ne veux pas éveiller de curiosité qui pourrait susciter une attention et des questions non désirées.

«Toi grande comme ça 😂😂.» Akua répond promptement, me taquinant dans notre badinage habituel.

«Hmm, *chale*[1] . Les enfants sont là.» J'essaie d'esquiver son ombre en prenant la voie la plus noble. Après tout, mes nièces jumelles n'ont que 6 ans, et je ne suis pas prête à répondre à leurs questions sur le genre et la sexualité à l'heure du dîner.

«*Chale*, *chale*... c'est parce que ta mère va te frapper ooh.» me renvoie Akua en plaisantant. Elle ne m'épargnera pas aujourd'hui, profitant de l'occasion pour me rappeler que, malgré mon âge et mon statut, je suis toujours une ghanéenne queer semi-close, en quarantaine temporaire avec la famille lors de ma visite à Toronto.

Cela fait partie de la nouvelle réalité pour de nombreuses femmes lesbiennes, bisexuelles et queer au Ghana qui se sont récemment retrouvées en quarantaine avec des membres homophobes de leur famille en raison de pertes d'emploi, de fermetures d'écoles et de protocoles de confinements stricts engendrés par la pandémie de la COVID-19. Alors qu'auparavant elles se seraient rendues chez une amie, auraient trouvé la sécurité dans leur chambre universitaire ou auraient pu participer à des programmes de renforcement de la communauté en personne, les femmes LBQ s'appuient plus que jamais sur les dernières technologies pour se connecter tout en négociant leur sécurité, leur vie sociale et leur bien-être mental et émotionnel dans des dynamiques familiales potentiellement violentes. Les jeunes femmes queer qui vivent à la maison sont aujourd'hui confrontées à une surveillance accrue de leur identité/expression sexuelle, à un contrôle de leurs appels téléphoniques avec leurs amants et leurs amis et à une pression accrue des membres de la famille en faveur du mariage. Il est certain qu'avant la pandémie, les femmes homosexuelles étaient confrontées à une marginalisation insurmontable, comme le souligne l'évaluation des besoins des LBQ parrainée par COC Pays-Bas et intitulée *Our Voices : Mapping the Needs of LBQ Women and Trans People in Ghana*[2]. Selon cette étude, les femmes LBQ et les

1 Mot pidgin ghanéen signifiant "ami".
2 Nwosu-Juba, N et la West African LBQT Research Collective (2019). 'Our Voices, Mapping the Needs of LBQ Women and Trans People in Ghana: Rapport de recherche basé sur une étude menée par la communauté au Ghana dans quatre pays». Amsterdam : COC Pays-Bas.

personnes trans* au Ghana connaissent des taux élevés de dépression et d'anxiété, de consommation d'alcool et de substances, ainsi qu'une stigmatisation et une violence sexiste permanentes dans leur foyer familial. En effet, les communautés de femmes queer vivent à l'intersection du sexisme, de la violence religieuse fondamentaliste et de l'homophobie. Les femmes LBQ et les personnes trans* sont également confrontées aux scripts rigides du genre et de la sexualité qui les contraignent à des mariages non désirés/forcés, à des thérapies de conversion, à des viols correctifs, à des emplois mal rémunérés ou même risqués pour subvenir à leurs besoins. Les femmes LBQ sont également exposées à des révélations en ligne de la part de connaissances mal intentionnées, d'anciens camarades de classe, de rivaux ou même d'ex-amants éconduits. Au cours de la pandémie, ces problèmes ont été exacerbés par la fermeture de nombreux points de soutien et de guérison, et par la frustration, la dépression et l'agitation qui aggravent la situation des membres de la communauté. Les attaques permanentes contre les communautés LGBTI, y compris la pression récente de la Coalition nationale pour les droits humains, sexuels et les valeurs familiales (NCPHSRFV) et des membres du parlement ghanéen pour criminaliser les personnes LGBTQIA+ à travers le Ghana, ont créé un environnement hostile pour les membres de la communauté dans tout le pays[3]. Au début de la pandémie, l'Imam en chef du Ghana, Sheikh Dr. Osmanu Sharubutu a prêché que la COVID-19 était le résultat de comportements pécheurs, y compris la montée de l'homosexualité dans le pays, avertissant les musulmans locaux de rester à l'écart des activités LGBT[4] . Actuellement, alors que l'attention de la communauté se concentre sur la fermeture controversée d'un nouvel espace communautaire ouvert par *LGBT+ Rights Ghana* (LRG), de nombreux problèmes sous-jacents continuent d'affecter la communauté. L'ouverture récente (et la fermeture immédiate) du bureau de LRG a également créé des retombées controversées, qui auront des effets invariables sur les communautés de femmes LBQ. Dans l'essai suivant, j'examine comment les femmes LBQ naviguent à la fois dans la pandémie du COVID et dans l'environnement de plus en plus hostile pour les communautés LGBTQIA+ de manière plus générale. Je m'appuie sur (3) entretiens avec des femmes LBQ à Accra, dont les directrices exécutives de Courageous Sisters Ghana et d'OLS, respectivement, et une étudiante lesbienne cachée qui est actuellement en quarantaine avec sa famille. Je me souviens également de plusieurs anecdotes de membres de la communauté LBQ au Ghana. En effet, la pandémie a eu des effets tant négatifs que positifs sur les femmes homosexuelles du Ghana, qui continuent à construire une communauté dans un environnement homophobe, avec les défis supplémentaires que représentent les protocoles stricts du COVID et une crise sanitaire qui fait rage.

3 https://www.myjoyonline.com/foh-amoaning-calls-for-shutdown-of-new-lgbt-office-in-accra/
4 https://www.metroweekly.com/2020/04/bigots-blame-transgender-and-other-lgbtq-people-for-spread-of-covid-19/

SITUER L'ORGANISATION DES FEMMES LBQ

Au Ghana, il existe actuellement une petite poignée d'organisations et de collectifs queer centrés sur les femmes et/ou féministes qui se mobilisent pour défendre, enseigner et renforcer les capacités et l'autonomisation des femmes LBQ, des personnes trans* et non binaires. Ces organisations méritent d'être mentionnées, notamment Courageous Sisters Ghana, Sisters of the Heart, DramaQueens, OLS, Alliance for Dynamic Initiatives et The Gathering. Chacune de ces organisations ou collectifs a vu le jour au cours de la décennie précédente (années 2010), contribuant collectivement à l'essor du mouvement féministe LBQT et queer dans le pays. Leurs activités vont des arts créatifs/théâtre au conseil par les pairs, en passant par l'engagement civique, la promotion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive et la sensibilisation. Nombre de ces organisations travaillent au sein d'un écosystème plus large d'activisme LGBTQ, collaborant avec différents acteurs pour s'engager dans des projets de plaidoyer, de fourniture de services et de formations à la sûreté et à la sécurité pour les femmes queer et les personnes trans.

Les femmes homosexuelles ont manifestement trouvé très peu de sécurité ou de solidarité dans les espaces féministes et d'égalité des sexes dominants, qui sont souvent empêtrés dans le conservatisme socio-religieux (latent?), l'homophobie occasionnelle et l'hétérosexualité obligatoire déguisée en «définition de l'agenda». De nombreux activistes des droits des femmes et défenseurs de l'égalité des sexes au Ghana se sont distancés des questions relatives aux femmes LBQ, car elles sont considérées comme un péché, un crime et/ou «non africaines». Le récent examen de la ministre désignée de l'égalité genre, Mme Adwoa Safo, a montré comment les principaux défenseurs de l'égalité genre continuent d'effacer, de réduire ou de condamner les communautés homosexuelles au Ghana. Interrogée sur sa position concernant les droits LGBT, Safo a déclaré que : «La question des LGBTQI est une question qui, lorsqu'elle est évoquée, crée une certaine controverse, mais... nos lois sont claires sur ces pratiques. Elle les rend criminelles. Sur la question de sa criminalité, ce n'est pas négociable.» L[5]'émission *The Standpoint* de la célèbre militante des droits des femmes et personnalité médiatique Gifty Anti a récemment présenté un «ex-gay» qui prétendait avoir été délivré par une intervention religieuse[6]. Le ton général de l'épisode laissait entendre que les convictions personnelles de Gifty Anti condamnaient l'homosexualité comme un péché et un acte immoral. De même, le groupe fondamentaliste religieux NCPHSRFV, qui a mené une campagne agressive pour criminaliser davantage les LGBTI dans le code pénal ghanéen, a également attiré certaines activistes féministes de premier plan, comme le Dr Angela Dwamena Aboagye de l'ArkFoundation, qui s'alignent sur leurs valeurs familiales traditionnelles et leur position anti-LGBTI.

5 https://www.myjoyonline.com/lgbtqi-is-criminal-non-negotiable-per-our-laws-adwoa-safo/
6 Anti, G. (2021) The Standpoint Episode : "Mon combat avec l'homosexualité". https://www.youtube.com/watch?v=o19_0O01VVo.

Aussi discret qu'il soit, le visage du leadership du mouvement LGBTQIA en pleine expansion au Ghana est aussi, sans surprise, celui d'hommes homosexuels cisgenres. À l'exception des femmes LBQ et des organisations trans* elles-mêmes, la plupart des leaders organisationnels du mouvement sont des hommes cisgenres. Nous n'avons pas encore véritablement pris conscience des notions patriarcales de pouvoir, de leadership et d'autorité, ni de la manière dont, au fil des années de socialisation genrée, de nombreuses femmes LBQ au Ghana ont été mises à l'écart, n'ont pas la confiance nécessaire pour occuper des postes de direction ou sont incapables de contribuer à l'organisation communautaire avec la même régularité que les hommes. Compte tenu du poids des responsabilités ménagères liées au genre, de l'encadrement masculin du «véritable activisme» ou du plaidoyer public, de l'effacement du désir féminin pour le même sexe et de la priorité historique accordée par les donateurs aux hommes qui couchent avec des hommes (HSH), les organisations de femmes homosexuelles ont connu d'importantes lacunes en matière de financement et de renforcement des capacités, ce qui a créé des défis encore plus importants pour leur organisation pendant la pandémie.

LA VIE DES FEMMES LBQ SOUS COVID

Lorsque la COVID-19 a frappé le Ghana pour la première fois en mars 2020, le gouvernement ghanéen n'a pas tardé à agir. Le président Akuffo Addo s'est adressé à la nation presque toutes les semaines pour tenir les citoyens informés des protocoles et des mesures de secours en constante évolution pour lutter contre le nouveau coronavirus. La COVID-19 a mis en évidence des inégalités sous-jacentes, notamment l'accès des femmes LBQ à des soins de santé abordables, fiables et sans jugement. Dans un contexte sociétal hétéronormatif (et stigmatisant), chercher à obtenir des soins médicaux de base (en particulier des soins de santé sexuelle et reproductive où l'on peut être amené à révéler son statut relationnel) est souvent un pari pour les femmes queer. En outre, bien que ce moment soit certainement anxiogène pour de nombreuses personnes dans le monde entier, pour les femmes LBQ qui luttent déjà contre l'anxiété mentale et émotionnelle ou la dépression (et qui ont très peu de système de soutien), la pandémie pose un plus grand défi à leur stabilité mentale ; de longues heures passées à la maison, sans voir les membres de votre communauté, peuvent avoir un effet néfaste sur les femmes LBQ. Frema[7], une étudiante lesbienne, qui est rentrée chez elle pendant le confinement, a fait remarquer ce qui suit

7 Pseudonyme

«Rentrer à la maison de façon inattendue après l'école a été difficile pour moi, parce que pendant la majeure partie de ma dernière année d'école, j'essayais de me préparer [au retour à la maison] et parce que cela devait arriver avant que je sois prête, c'était vraiment déprimant pour moi ».

(Frema, interviewée le 5 février 2021)

Alors que les services de santé mentale au Ghana sont assez rares pour le grand public, la stigmatisation et le tabou associés au lesbianisme, combinés au récit de la «résilience des femmes africaines», peuvent rendre difficile l'accès des jeunes femmes homosexuelles à un soutien en matière de santé mentale.

En outre, l'espace social physique des femmes homosexuelles était déjà limité avant la pandémie. En raison d'un manque de ressources et de la stigmatisation liée au genre, les femmes LBQ ont souvent peu d'espace pour s'organiser et socialiser dans le pays. Les bars et les boîtes de nuit populaires du Ghana sont souvent dominés par les hommes. Alors qu'il existe de plus en plus d'espaces de divertissement pour les hommes gays à travers le Ghana, les femmes LBQ sont souvent moins susceptibles d'avoir leurs propres établissements pour traîner ou se socialiser. Dans l'évaluation des besoins LBQ de 2019, il a été indiqué qu'environ 57 % des personnes interrogées (n=295) n'avaient pas d'emploi rémunéré, qu'il soit formel ou informel, soit près de 6 participants.tes sur 10.

En effet, le chômage et la pénurie financière ont toujours été un défi pour les femmes queer et les personnes non binaires au Ghana. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles sur l'impact du COVID sur les femmes LBQ dans le pays, de nombreux témoignages d'organisations communautaires suggèrent que la pandémie a eu des effets aggravants sur ces groupes. Selon la directrice exécutive de Courageous Sisters Ghana, Gaga[8], les inégalités structurées préexistantes n'ont été qu'amplifiées par la pandémie :

«Ces communautés marginalisées et démunies ont déjà des besoins, mais cette pandémie a rendu la plupart de notre population cible sans emploi et a fait que la plupart d'entre eux retournent dans des espaces abusifs. Les entreprises appartenant à des femmes LBQ touchées par la pandémie de la COVID-19 sont confrontées à des difficultés économiques. L'incertitude économique liée à la COVID-19 a présenté des défis uniques pour les personnes LBQ travaillant à leur propre compte, allant des fermetures aux pertes de revenus. Pendant la pandémie de COVID, les personnes travaillant à leur propre compte n'avaient pas d'avantages sociaux, tels que les indemnités de maladie, les soins personnels, les services domestiques, la vente au détail de produits alimentaires et pharmaceutiques. La COVID-19 a fait des travailleurs indépendants un

8 Pseudonyme

groupe de personnes vulnérables. Les travailleurs indépendants dans le secteur de la mode, de l'entreprenariat, les propriétaires d'entreprises privées ont dû fermer leurs portes parce que les gens ne les fréquentaient plus, et certains ayant des problèmes de santé ont dû arrêter de travailler. La plupart des propriétaires d'entreprises ne sont toujours pas en activité car la plupart de leurs affaires sont liées aux voyages, en particulier dans le domaine de la mode et de l'alimentation, car les gens ne les fréquentent plus. Les personnes qui n'ont pas de compétences ou d'éducation souffrent également pour maintenir un mode de vie sain dans le cadre de cette pandémie.»

(Directrice exécutive, CSG, interviewée le 8 février 2021).

PANDEMIÉ DE L'OMBRE POUR LES FEMMES LBQ AUSSI ?

ONU Femmes a noté que depuis l'apparition de la COVID-19, plusieurs rapports des travailleurs de première ligne ont montré l'augmentation de diverses formes de violence envers les femmes et les filles[9]. Dès le début, les militants ghanéens pour les droits des femmes ont demandé des mesures d'aide adaptées aux besoins des femmes et des filles et des données ventilées par sexe pour répondre aux défis spécifiques des femmes et des filles pendant la pandémie[10]. Les demandes accrues des travailleurs sociaux non rémunérés, les défis de la distanciation sociale dans un secteur informel majoritairement féminisé et l'effet sur les femmes handicapées sont quelques-unes des questions clés soulignées par les défenseurs des droits des femmes ghanéennes. L'augmentation des cas de violence conjugale et domestique au Ghana est le principal problème lié au genre. Nous savons maintenant que ce que ONU Femmes appelle la «pandémie de l'ombre» continue de toucher de manière disproportionnée les femmes et les filles au Ghana et dans le monde entier, pendant que le COVID fait rage. En fait, entre mars et avril 2021, au moins quatre (4) femmes ont été signalées comme ayant été assassinées par leur partenaire masculin dans différentes régions du pays, ce qui a suscité l'indignation et l'action des militants des droits des femmes.

Et pourtant, certaines femmes sont laissées pour compte dans ce discours sur la pandémie de l'ombre. Que signifie la pandémie de l'ombre pour les femmes homosexuelles au Ghana ? Sommes-nous confrontées à des formes de violence plus élevées dans nos foyers ? Certes, le COVID a peut-être ralenti le monde, mais il n'a pas empêché la violence homophobe et sexiste de se produire dans la vie des femmes LBQ. Cependant, étant donné le manque de données gouvernementales sur les femmes LBQ au Ghana, ainsi que le cadrage hétéronormatif de la «violence sexiste», il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette population vulnérable a également été exposée à la pandémie de

9 ONU Femmes (2020). La pandémie de l'ombre : La violence contre les femmes pendant la COVID-19. https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid19

10 https://www.businessghana.com/site/news/General/209223/COVID-19:-Government-must-consider-gender-dynamics-

l'ombre. Pourtant, selon le rapport 2018 de Human Rights Watch « No Choice but to Deny Who I Am « [11], les femmes LBQ sont les plus susceptibles d'être confrontées à des abus physiques, émotionnels et financiers au sein de leur environnement familial domestique. Les femmes LBQ subissent des niveaux élevés de violence et d'abus sexuels, qui ne sont souvent pas signalés à la police par peur d'être criminalisés ou attaqués. Dans une enquête récente[12], 54 % des personnes interrogées ont déclaré avoir subi des violences sexuelles et ne pas les avoir signalées à la police. En raison des charges financières auxquelles sont confrontées de nombreuses femmes LBQ au Ghana, il n'est pas rare qu'elles se mettent en couple avec des hommes hétérosexuels (tout en entretenant des relations secondaires sexuelles ou romantiques avec d'autres femmes). Dans ce contexte, les femmes peuvent être exposées à des niveaux élevés de violence de la part de leurs partenaires masculins, qui disposent généralement de plus de ressources qu'elles. Les femmes queer subissent également la violence de leur partenaire intime dans leurs relations avec d'autres femmes ; cette violence peut souvent prendre la forme d'un abus financier, émotionnel ou physique ou d'un chantage. Les anecdotes des membres de la communauté suggèrent que le manque de sécurité de l'emploi pour certaines femmes queer au Ghana (en particulier les femmes à représentation masculine) a engendré un plus grand stress dans certaines relations, ce qui peut augmenter les incidences de la violence au sein des partenariats des femmes LBQ. À une époque où nous sommes de plus en plus nombreuses à rester en quarantaine à la maison, on peut imaginer que ces incidences de violence ont également augmenté. Cependant, il est difficile de l'évaluer pleinement, car les statistiques nationales n'incluent pas les expériences de violence domestique des minorités sexuelles et de genre.

TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE SOUS COVID

Pour les organisations LBQ, cette pandémie a créé un changement sismique dans la façon dont nous devons penser à la construction de la communauté. Les besoins des femmes LBQ ne cessent de croître, car la pandémie a affecté nos emplois, nos vies sociales, l'accès aux services de base et notre bien-être mental et émotionnel général. Les organisations communautaires ont également été contraintes de revoir leurs programmes en raison des nouvelles restrictions du COVID mises en place par le gouvernement du Ghana. Par exemple, le directrice exécutive de l'OLS, Lariba[13], fait remarquer : «L'impossibilité de rencontrer notre équipe et les membres de la communauté en personne en raison du protocole COVID-19, comme la distanciation sociale, a retardé la plupart de nos activités et le soutien financier.» D'autres organisations ont également intensifié leurs services de conseil par les pairs pour soutenir le bien-être psychosocial et mental des

11 Human Rights Watch (2018) " No Choice But to Deny Who I Am : Violence and Discrimination against LGBT People in Ghana ", https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/ghana0118_web.pdf.
12 Nwosu-Juba, N et la West African LBQT Research Collective (2019). 'Our Voices, Mapping the Needs of LBQ Women and Trans People in Ghana: Rapport de recherche basé sur une étude menée par la communauté au Ghana dans quatre pays". Amsterdam : COC Pays-Bas.
13 Pseudonyme

femmes LBQ. Au plus fort du confinement, des organismes comme le CSG et l'OLS ont fourni des mesures de relance sous forme de financement d'urgence à des femmes LBQ individuelles. Elles ont également collaboré avec d'autres organisations du mouvement pour fournir des équipements de protection individuelle et des trousses de soins aux femmes LBQ. La pandémie a également poussé ces organisations à réfléchir de manière plus créative à la façon dont elles mobilisent les membres de la communauté. Par exemple, la directrice de CSG fait remarquer :

«Au niveau du travail de l'organisation, la COVID 19 nous a appris à être innovants en termes de programmation. Elle nous a également poussés à nous affirmer davantage dans les programmes que nous organisons virtuellement et physiquement. Cette pandémie a incité les organisations à travailler collectivement en ayant pour priorité l'intérêt des membres de la communauté. Le COVID a également poussé les activistes à pratiquer l'auto-soin tout en l'enseignant.»

(Directrice de CSG, interviewée le 8 février 2021)

Cette crise sanitaire mondiale a également offert aux organisations de nouvelles possibilités de développement communautaire en ligne. Le rôle de la technologie dans la facilitation de nouvelles relations, de connexions, d'opportunités commerciales et d'activités de loisirs a connu une hausse depuis le début de la pandémie. Pour les femmes LBQ, la dépendance à l'égard de la communication par internet est encore plus grande ; les médias sociaux et les services de télécommunication tels que les groupes WhatsApp, Clubhouse, Twitter, Telegram et Zoom sont tous devenus des espaces d'organisation et de socialisation essentiels pour les femmes queer pendant la pandémie. Cependant, cette demande accrue de construction communautaire et d'activisme assistés par la technologie présente également certains défis dans un pays comme le Ghana, où l'accès financier aux forfaits de données Internet ainsi que le manque de fiabilité des connexions réseau et de l'électricité peuvent limiter qui et combien de fois les membres de la communauté utilisent ces outils. En effet, l'utilisation des groupes WhatsApp et d'autres plateformes de médias sociaux a toujours fait partie intégrante de l'organisation LGBTQ en Afrique. Cependant, une plus grande visibilité en ligne s'accompagne d'un risque accru de violence, de chantage et d'exposition. Au Ghana, alors que l'on parle beaucoup des maîtres chanteurs gays, on s'intéresse beaucoup moins à la façon dont les femmes LBQ négocient les risques de l'espace en ligne. Des données supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les défis spécifiques auxquels ces communautés sont confrontées dans l'accès aux plateformes numériques.

CONCLUSION

Pour l'avenir, il est nécessaire d'approfondir les recherches sur la vie des femmes ghanéennes LBQ pendant la pandémie. Les données empiriques sont essentielles pour justifier le soutien et l'octroi de ressources supplémentaires aux communautés de femmes LBQ. Cependant, les rapports des travailleurs.euses de première ligne tels que Courageous Sisters Ghana et OLS suggèrent que les conditions de vie des femmes LBQ se détériorent avec la pandémie. Alors que le Ghana s'efforce de gérer et de contenir le virus, en déployant actuellement le vaccin d'AstraZeneca, la question reste de savoir comment les communautés les plus marginalisées seront soutenues. Une attention particulière doit être accordée aux groupes qui ont toujours manqué de ressources, notamment les femmes LBQ. Et pourtant, je crains qu'étant donné le climat actuel d'homophobie, les défis des femmes homosexuelles continuent d'être invisibilisés. Être une femme homosexuelle au Ghana, c'est se faire dire d'attendre son tour ; après tout, il n'y a que 24 heures dans une journée, et nous ne pouvons pas donner la priorité à tous les problèmes. Être une femme homosexuelle au Ghana, c'est savoir que son tour n'arrivera jamais, parce que personne ne s'est vraiment investi, de toute façon. Être une femme homosexuelle au Ghana, c'est savoir que même lorsque votre couple de célébrités ghanéennes préférées meurt, nous ne pourrons jamais vraiment dire publiquement tout ce qu'elles représentaient pour nous, de peur d'embarrasser leurs familles endeuillées. C'est savoir que même dans la mort, nous ne sommes pas vraiment libérées du récit homophobe de nos vies. C'est être effacée, encore et encore, enfermée au vu et au su de tous.

NOTE :

Cet article a été rédigé au début du mois de mars 2021. À l'époque, la communauté LGBT était confrontée à une crise majeure, après que le bureau de LGBT+ Rights Ghana venait d'être perquisitionné, créant une réaction sociétale majeure de la part des membres de l'Église et de l'État, alimentée par le retour de bâton des médias. Depuis lors, un autre cas a émergé, puisque 21 activistes ont été arrêtés le 20 mai 2021, alors qu'ils participaient à une formation parajuridique sur les droits humains à Ho, dans la région de la Volta. Au moment de la rédaction de cet article, la libération anticipée sous caution leur a été refusée à deux reprises et ils restent en garde à vue sous l'accusation de «rassemblement illégal», pendant que les autorités mènent leur enquête. Il convient de noter que la majorité de ces militants font partie de la communauté LBQT (15 personnes). Alors que la communauté continue de se mobiliser autour de cette affaire, en cherchant un soutien juridique et en fournissant des soins et du bien-être aux détenus, les questions de l'effacement et de l'invisibilité des personnes LBQT ont été amplifiées en ce moment. Il est encore plus nécessaire aujourd'hui de comprendre et d'expliquer les diverses intersections de la violence que subissent les femmes queer et les personnes transgenres au Ghana, notamment en ce qui concerne les structures et les processus carcéraux. Je suis solidaire de toutes les personnes actuellement détenues illégalement et nous continuerons à nous battre en leur nom.

NIGERIA

©Timinepre Cole

ÊTRE QUEER DANS LE MOUVEMENT #ENDSARS: AFFIRMATION ET DÉFIS

PAR SIKIRU ABIONA YUSUFF — NIGERIA

«Une dame a apporté un drapeau arc-en-ciel et nos camarades manifestants se sont retournés contre nous au rond-point Berger, à Abuja. Ils ont déchiré nos pancartes et saisi le drapeau. Je l'ai récupéré mais ils ont refusé que nous l'arborions. Je le portais au cou et ils ont refusé. Ils m'ont dit que soit on l'enlevait, soit on partait. Je suis partie.[1]»

L'extrait ci-dessus a capturé la détresse de l'une des manifestantes queer lors de la manifestation sans précédent #EndSars entre le 8 et le 20 octobre 2020, au Nigeria. S'identifiant comme Amara, elle s'est jointe, comme plusieurs autres minorités sexuelles non conventionnelles, aux manifestants de #EndSars afin d'amplifier leurs voix contre le harcèlement soutenu de la Special Anti-Robbery Squad (SARS), l'une des unités tactiques des forces de police nigérianes. D'autre part, la manifestation a également été l'occasion pour la communauté LTBTQ de dévoiler son identité et de cohabiter librement sans aucune entrave. Indépendamment de l'interdiction des relations homosexuelles au Nigeria depuis 2014, la communauté queer a utilisé divers hashtags tels que *#QueerLivesMatter*, *#QueerNigerianlivesmatter, Na Gay I Gay, I No Kill Person ! #LGBTLivesmatter,Rainbow Forever* et *Na Lesbian I Lesbian, I No Kill Person*; a tenté de changer les récits et a affirmé son espace et son action à travers la manifestation. Cet article explore comment les tentatives de la communauté queer nigériane de trouver leur voix pendant le mouvement EndSars ont échoué. L'article donne un aperçu général de la lutte des peuples queer au Nigeria. Il réfléchit également au processus de négociation de l'action et de l'appropriation de l'espace pendant la manifestation et ses suites. L'article révèle que, malgré les fondements de la manifestation EndSars, l'attitude envers les activistes queer est restée peu éclatante.

1 Adeniyi Ademoroti, les manifestants homosexuels exclus de #EndSARS. Que faudra-t-il faire pour être accepté ? https://africanarguments.org/2020/10/endsars-excluded-queer-protesters-what-will-it-take-for-acceptance/. 28 octobre 2020. Amara, la lesbienne. @theamarion. https://twitter.com/the_amarion/status/1316400819986665476?s+=20. Consulté le 25 mars 2021.

LA COMMUNAUTÉ QUEER AU NIGERIA : UNE VUE D'ENSEMBLE

Il existe un nombre croissant d'études sur la communauté queer dans plusieurs pays en développement du monde, dont le Nigeria.[2] Au Nigeria par exemple, les relations homosexuelles sont devenues illégales en 2014 après la signature d'un projet de loi interdisant cet acte par le président Goodluck Ebele Jonathan.[3] De même, lors d'une visite de quatre jours aux États-Unis, peu après son élection en 2015, le président Muhammadu Buhari a également réaffirmé la position du pays sur le mariage homosexuel.[3] Il a déclaré que le mariage homosexuel était maudit par les cultures nigérianes et qu'il restait donc illégal.[4] L'aversion du Nigeria pour le mariage homosexuel et d'autres orientations sexuelles non conventionnelles est le résultat de l'inclination religieuse du peuple. Sous le couvert de la religion et d'autres pratiques culturelles, l'État nigérian, sans tenir compte des droits humains, tels qu'ils sont inscrits dans la constitution, marginalise et réduit au silence les personnes ayant une orientation homosexuelle. En dépit de cette interdiction, il semblerait que la communauté homosexuelle ait continué à naviguer dans l'espace virtuel pour se rassembler, discuter et aborder les questions liées à sa marginalisation.[5] Une enquête menée par The Initiative for Equal Right (TIERS), une organisation non gouvernementale (ONG) qui cherche à protéger les droits des personnes marginalisées, dont la communauté queer, montre qu'entre 2017 et 2019, la perception générale des masses à l'égard de la communauté queer s'est dégradée. Par exemple, alors que le rapport montrait que 83% des Nigérians ne s'identifieront pas à une personne queer et que 90% soutiennent la loi d'interdiction, le rapport de 2019 a montré que le premier était tombé à 63% tandis que le second était de 75%.[67] Indépendamment de la croyance culturelle, de la loi et de la criminalisation des personnes ayant une orientation sexuelle non conventionnelle, la manifestation #EndSars a permis à quelques activistes queer de faire entendre leur voix et de contester l'espace nigérian.

MOUVEMENT #ENDSARS : UN MOMENT DÉCISIF POUR LE PEUPLE QUEER

Le thème dominant du mouvement populaire EndSars au Nigéria était la brutalité policière, qui n'a que trop duré, de la part de la Special Anti-Robbery Squad, unité tactique de la police nigériane. Le hashtag a fait surface pour la première fois sur Twitter[8] en 2017, alors que des activistes au Nigéria cherchaient à faire abolir une unité de la police fédérale

2 Azeenarh Mohammed, Chitra Nagarajan et Rafeeat Aliyu ed, She Called Me Woman : Nigeria's Queer Women Speak, Cassava Republic, 2018 ; Jideofor Adibe, "The Politics of Same Sex Marriage in Nigeria", Journal of African Union Studies, Vol. 1, No. 1, (2012), pp. 99-108. https://www.jstor.org/stable/10.2307/26893824. Consulté le 24 mars 2021. 3Adaobi Tricia Nwaubani, "Why are Nigerians terrified of same-sex marriage in America ?", CNN, https://edition.cnn.com/2015/07/06/opinions/nigeria-america-gay-marriage/index.html. Consulté le 29 mars 2021.

3 https://m.guardian.ng/news/there-is-no-room-for-gay-rights-in-nigeria-says-buhari/. Consulté le 28 mars 2021.

4 Ibid.

5 David Akinfenwa, How Social Media is Helping Queer Nigerians Come Out, Find Community, The Guardian, 14 janvier 2021. https://m.guardian.ng/life/how-social-media-is-helping-queer-nigerians-come-out-find-community/. Consulté : 30 mars 2021.

6 Freddie Jacob, "The Challenges of Being Queer in Nigeria", The Guardian, 15 février,

7 http://gomag.com/article/the-challenges-of-being-queer-in-nigeria/. Consulté : 24 mars 2021.

8 Twitter reste l'une des plates-formes sociales à identité cachée les plus puissantes, où les questions sont disséquées dans un débat à part entière. L'un des impacts significatifs de Twitter est qu'il est dominé par des influenceurs sociaux ayant un grand nombre d'adeptes,

en raison de ce qu'ils considéraient comme des violations des droits huamians et des exécutions extrajudiciaires.. Créé en 1992, le SARS, comme il est communément appelé, a été mis en place pour répondre aux incidents incessants de vols à main armée qui affligeaient la nation à l'époque. Au fil du temps, les rapports faisant état de violations des droits de l'homme telles que le faux profilage, les extorsions et parfois les meurtres d'innocents par les membres du SARS ont suscité une inquiétude croissante. Après le mouvement EndSARS de 2017, qui était en grande partie une affaire de médias sociaux, le mouvement a été revitalisé en octobre 2020 après que de nouvelles preuves aient suggéré que cette unité de police restait notoire dans ses violations des droits humains. Contrairement à la demande de 2017 qui a abouti au changement de nomenclature du SARS au FSARS (Federal Special Anti-Robbery Squad), il y a eu une indignation soutenue, exigeant le démantèlement total de l'unité de police.

Lorsque les manifestants sont passés des espaces virtuels (médias sociaux) aux espaces conventionnels (rues), dans plusieurs villes, y compris dans certaines zones rurales du Nigéria, ils ont demandé ouvertement la fin du SARS, la poursuite des policiers coupables et des dédommagements pour les victimes d'abus. En réponse à la demande des manifestants, la police nigériane a annoncé le 11 octobre 2020 le démantèlement de l'unité. Alors que ce développement a été salué par un groupe de manifestants, un autre groupe a rapidement soulevé l'objection que les dissolutions précédentes n'avaient pas produit de résultats tangibles, d'où la demande d'une intervention du gouvernement. Dans tous les cas, des appels ont été lancés au président de la nation, aux gouverneurs des États et à d'autres acteurs politiques pour qu'ils rendent publique leur position sur la question d'EndSars. En un rien de temps, les gouvernements des États ont mis en place des commissions d'enquête sur les brutalités policières et les poursuites appropriées à l'encontre des officiers fautifs. Il a également été décidé que les victimes d'abus seraient indemnisées.

À l'instar de *BlackLivesMatter* aux États-Unis, le mouvement EndSars a reçu la reconnaissance et le soutien de plusieurs influenceurs.seuses de renommée mondiale, d'organisations gouvernementales et de pays du monde entier. Au niveau local, des leaders religieux, des artistes, des célébrités et des influenceurs.euses de médias sociaux populaires tels que David Adeleke (Davido), Douglas Jack Agu (Runtown), Michael Collins Ajereh (Don Jazzy), Eedris Abdulkareem, Olamide Gbenga Adedeji, Damini Ebunoluwa Ogulu (Burna Boy), Ayodeji Ibrahim Balogun (Wizkid), Tiwatope Savage, Omotola Jalade-Ekeinde, et Debo Adebayo (Mr. Macaroni) sont descendus dans la rue en solidarité pour réclamer justice contre les brutalités policières. D'autres personnalités[9], telles que Rihanna, Cardi B., Beyonce, Naomi Campbell, Anthony Joshua, Nicki Minaj et John Boyega, ont également ajouté leur voix à celles qui dénoncent les brutalités policières au Nigeria[10].

9 Joe McCarthy, "11 artistes soutenant les manifestations EndSARS au Nigeria" Global Citizen, 15 octobre 2020. https://www.globalcitizen.org/en/content/artists-support-endsars-protests-in-nigeria/. Consulté le 27 mars 2021. 10Ibid.

Au fur et à mesure que la manifestation prenait de l'ampleur, elle faisait écho à l'un des débats les plus sensibles au Nigeria, à savoir l'expression de la «queerness», le droit constitutionnel de cette communauté marginalisée et la demande de justice contre la brutalité policière. Pour les activistes queer, Mathew Blaise Nwozaku, Freddie Jacob, Amara la lesbienne et Victor Emmanuel, qui étaient physiquement dans les rues pendant la manifestation, ce fut un moment décisif pour contester la persécution subie par les LGBTQ de la part des agents du SARS. Des rapports ont montré qu'après l'interdiction du mariage homosexuel en 2014, la loi a donné lieu à une augmentation de la violence homophobe dans le pays, notamment des attaques de foule, des extorsions et des agressions sexuelles[10]. Les personnes homosexuelles sont harcelées par la police si elles ont sur elles quoi que ce soit qui fasse penser à l'agent qu'elles sont homosexuelles. Racontant le calvaire d'une victime homosexuelle, Chisom écrit :

> **Ils ont vu les photos de deux filles s'embrassant dans mon téléphone, puis ils m'ont demandé si j'étais lesbienne, a déclaré une de mes amies, se souvenant de son épreuve avec la police dans la capitale Abuja. Je leur ai dit que c'était pour une histoire sur laquelle je travaillais. Mais ils ne m'ont pas crue, alors pour ne pas aggraver l'affaire, j'ai dû leur verser une énorme somme d'argent.[11]**

En 2014, un reportage de la BBC a révélé comment les forces de police ont pourchassé des homosexuels présumés à Bauchi après qu'un journal local eut rapporté que des homosexuels formaient une association.[12] Dans un incident similaire, plus tôt en 2020, des rapports ont circulé selon lesquels la police de Benin City, dans l'État d'Edo, s'est lancée dans une chasse aux sorcières contre les homosexuels.[13] Selon le site Internet LGBTQ KitoDiaries, la police aurait fait le tour de la communauté gay de Benin City et fait pression sur les hommes pour qu'ils communiquent les coordonnées d'autres personnes dans le but de les piéger et de les arrêter.[14] Il convient de souligner que les brutalités policières contre les victimes homosexuelles ne sont généralement pas signalées en raison de l'environnement hostile dans lequel elles se trouvent.[15] En conséquence, les membres de la communauté homosexuelle ont subi des persécutions fâcheuses de la part des

10 loi
11 Chisom Peter Job, #EndSARS est un moment énorme dans l'histoire queer du Nigeria. 5Novembre, 2020 https://www.google.com/amp/s/www.washingtonpost.com/opinions/2020/11/05/endsars-is-huge-momentnigerias-queer-history/%3foutputType=amp. Consulté : 24 mars 2021
12 Ibid.
13 Ibid.
14 Ibid.
15 La loi contre le mariage homosexuel prévoit 14 ans d'emprisonnement pour toute personne impliquée dans un tel acte.

forces de police. C'est dans ce contexte que les militants homosexuels sont descendus dans la rue, en dépit de la perception qu'ont les gens de leur orientation sexuelle, pour affirmer leurs droits et revendiquer leur espace.

JE SUIS LÀ, JE SUIS VALIDE : ENDSARS, COMMUNAUTÉ QUEER ET LA POLITIQUE DE NÉGOCIATION DE L'ESPACE AU NIGERIA

Le 14 octobre 2020, Amara, l'une des principales activistes queer d'Abuja, a partagé une vidéo sur son compte Twitter, racontant son calvaire et celui d'autres queers aux mains de membres des manifestants d'EndSars qui se sont soudainement retournés contre eux en raison de leur vie sexuelle supposée.[16] Selon elle, les manifestants homosexuels ont été attaqués, leurs pancartes déchirées et une barricade créée pour les séparer des autres. Par la suite, elle a conseillé aux autres membres homosexuels de ne pas participer à la manifestation afin de se protéger, tout en leur demandant de la rejoindre sur des plateformes virtuelles pour discuter d'un nouveau chemin.[17]suite à cette attaque, dans un autre clip vidéo, Amara et un autre membre de la communauté homosexuelle ont été vus en train de donner des collations destinées aux membres homosexuels qui ne se sont pas présentés. Ce geste est d'une générosité peu commune dont les queers ont fait preuve pendant la manifestation pour négocier leurs droits et leur existence au Nigeria. Dans une vidéo similaire, Mathew Blaise a été vu dans la rue à Ikoyi, Lagos, faisant écho à *#QueerLivesMatter.* Dans la vidéo[18], Blaise, Emmanuel et Freddie ont exprimé leur inquiétude au fur et à mesure que la manifestation prenait de l'ampleur, à savoir s'ils devaient afficher leurs pancartes et révéler leur personnalité en tant que gays. Pour Blaise et d'autres, le mouvement EndSars a été l'occasion pour les personnes homosexuelles de promouvoir l'intersectionnalité. Il a offert une plateforme pour faire entendre leur voix contre la victimisation, le plus souvent non signalée, aux mains de la police nigériane. Ils ont estimé qu'une manifestation de cette nature devait être ouverte à tous, quelle que soit l'orientation sexuelle de chacun.

Inversement, ce que Blaise et d'autres ont vu comme une opportunité de promouvoir l'intersectionnalité serait par la suite considéré comme une tentative de détournement du mouvement EndSars. En effet, le mouvement EndSars avait plusieurs significations. En dépit de la position de la loi sur l'homosexualité au Nigeria, l'attaque contre les personnes homosexuelles a été accueillie avec des réactions mitigées.

La manifestation EndSars a marqué une étape importante dans la vie des personnes homosexuelles au Nigeria. Le mouvement est devenu une occasion de contester l'espace social et d'afficher leur action contre vents et marées. En cherchant l'intersectionnalité, la manifestation a permis aux activistes queer de

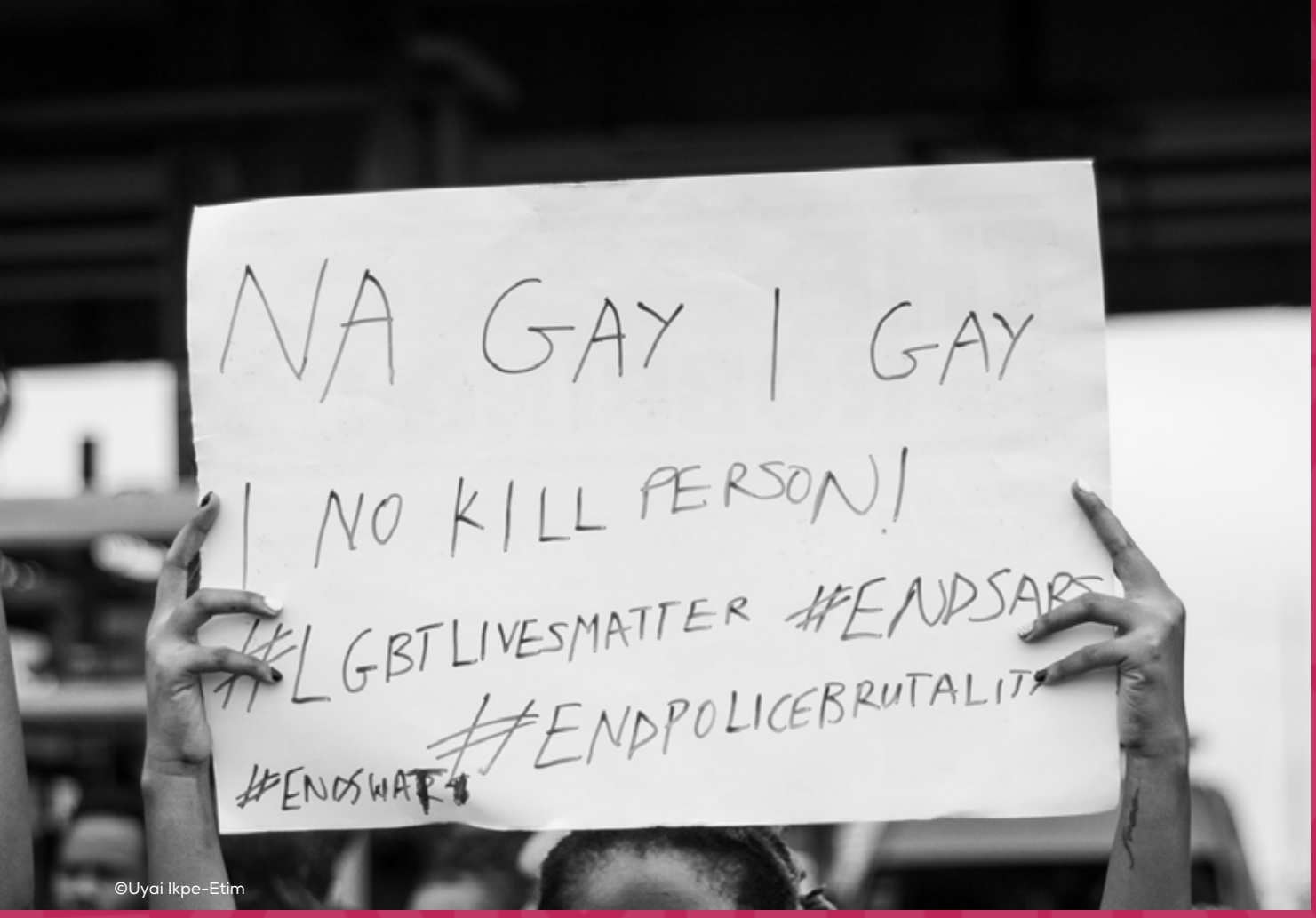
16 Adeniyi Ademoroti, les manifestants homosexuels exclus de #EndSARS. Que faudra-t-il faire pour qu'ils soient acceptés ? https://africanarguments.org/2020/10/endsars-excluded-queer-protesters-what-will-it-take-foracceptance/. 28 octobre 2020
17 Ibid.
18 Vincent Desmond, Why #ENDSARS is also a Defining Moment for Nigeria's Queer Community. 22 octobre 2020. https://www.google.com/amp/s/www.vogue.co.uk/arts-and-lifestyle/article/endsars-nigeria-protests%3famp. Consulté le 24 mars 2021.

sensibiliser et de soulever les préoccupations d'autres voix marginalisées tout en réveillant le sentiment mondial sur l'odieux mariage homosexuel qui continue d'entraver leur droit à la liberté d'expression et d'association. Selon Emmanuel, la manifestation a servi d'appel à la communauté internationale et aux organisations de défense des droits de l'homme pour plaider en faveur de l'égalité des droits pour les homosexuels au Nigeria.[19]

CONCLUSION

Dans cet article, nous avons tenté de réfléchir à l'impact du mouvement EndSars sur la communauté homosexuelle au Nigeria. Si l'objectif premier de la manifestation était de mettre fin à l'impunité de l'unité SARS des forces de police nigérianes, elle a également permis aux groupes homosexuels qui avaient subi des injustices en silence de faire entendre leur voix et de négocier leur espace. Malgré les défis auxquels elle a été confrontée, la manifestation restera un moment décisif dans la lutte des groupes homosexuels pour la légitimité au Nigeria.

19 Vincent Desmond, Why #ENDSARS is also a Defining Moment for Nigeria's Queer Community. 22 octobre 2020. https://www.google.com/amp/s/www.vogue.co.uk/arts-and-lifestyle/article/endsars-nigeria-protests%3famp. Consulté le 24 mars 2021.



©Uyai Ikpe-Etim

JUSQU'À CE QUE NOUS SOYONS TOUS LIBRES

PAR AUMARH — NIGERIA

Ces derniers mois, le monde entier a connu des hauts et des bas. Alors que nous essayons toujours de rester en sécurité, de survivre à la COVID-19 et de nous habituer à la nouvelle normalité, le monde a connu différents soulèvements, des élections américaines aux divers mouvements de protestation contre la mauvaise gouvernance, la brutalité policière et la violence basée sur le genre dans le monde. Au Nigeria, les Nigérians se sont unis pour dénoncer les brutalités policières infligées à leurs concitoyens par les membres de la Special Anti-Robbery Squad (SARS). La SARS était une unité des forces de police nigérianes créée fin 1992 pour lutter contre les crimes liés aux vols qualifiés, aux vols de véhicules à moteur, aux enlèvements, aux vols de bétail et aux armes à feu. Cependant, les membres de l'unité SARS ont établi le profil des citoyens et ont infligé des traitements inhumains aux personnes soupçonnées d'être homosexuelles, aux cultistes, aux fraudeurs sur Internet, entre autres. La communauté LGBTQI+ du Nigeria reste l'un des groupes les plus persécutés par le SARS.

En 2020, la vidéo d'un jeune homme abattu par des membres du SARS est devenue virale. Cette vidéo a suscité une indignation nationale qui a donné naissance au mouvement #ENDSARS. Le mouvement #ENDSARS appelle à la fin de la brutalité policière et de la mauvaise gouvernance au Nigeria. Des manifestations pacifiques ont eu lieu dans tout le comté et tout le monde s'est réuni pour s'organiser. Des activistes de différents horizons se sont réunis pour prêter leur voix au mouvement. La coalition féministe, un groupe de jeunes féministes nigérianes, a collecté des fonds pour fournir une aide juridique aux manifestants arrêtés, un soutien en matière de santé mentale et un traitement médical aux manifestants blessés, ainsi qu'une aide aux familles des manifestants décédés.

Les militants LGBTQI+ n'ont pas non plus manqué à l'appel ; ils étaient en première ligne du mouvement #ENDSARS. Les membres de la communauté LGBTQI+ sont descendus dans la rue pour protester pacifiquement contre les traitements inhumains que ces hommes leur ont fait subir au fil des ans. Les jeunes militants LGBTQI+ sont devenus le centre de l'organisation de la communauté. Adaeze Feyisayo a créé Safe Hause NG pour répondre aux besoins des personnes LGBTQI+ pendant les manifestations #ENDSARS. Safe Hause NG a collecté des fonds qui ont été utilisés pour fournir des logements temporaires sûrs aux personnes à risque, des traitements médicaux aux blessés et des cartes d'appel et des données Internet aux manifestants en ligne qui ont continué à sensibiliser le public sur le mouvement. D'autres militants LGBTQI+ ont également travaillé en coulisses pour s'assurer que les manifestants queer qui rencontraient des difficultés liées à la manifestation étaient pris en charge. Sur le lieu de la manifestation, les gens ont fait don de nourriture, de boissons, de masques faciaux, d'inhalateurs et de masques à gaz, pour s'assurer que toutes les personnes présentes sur le site de la manifestation étaient parfaitement préparées et protégées. De plus en plus de personnes sont devenues visibles et ont appris à faire entendre leur voix au sein du mouvement #ENDSARS. À Abuja, des manifestants.tes LGBTQI+, dont une youtubeuse populaire, Amara la lesbienne, ont été harcelés.ées sur le lieu de la manifestation parce qu'ils et elles portaient le drapeau arc-en-ciel. Il leur a été conseillé de ranger le drapeau au motif qu'il risquait de troubler les revendications de la population. À Lagos, les camarades queer qui ont osé porter des objets pro-LGBTQI+ sur les lieux de la manifestation ont subi des pressions similaires. Cependant, malgré les réticences des Nigérians, la communauté LGBTQI+ a continué à participer aux manifestations et à prêter sa voix à #ENDSARS.

Le 20 octobre 20, les acteurs de l'État nigérian (l'armée et la police) ont ouvert le feu sur des manifestants pacifiques, faisant de nombreuses victimes. Le gouvernement de l'État de Lagos a imposé un couvre-feu, ce qui n'a fait qu'attiser la violence dans le pays. Il y a eu des combats entre les acteurs étatiques et les communautés, des personnes ont été tuées et blessées, et des propriétés ont été détruites. Cependant, les activistes continuent de s'organiser pour fournir des ressources socio-économiques et psychosociales aux personnes qui ont été

les plus touchées par les conséquences des manifestations #ENDSARS.

Les activistes femmes queer continuent également à défendre la lutte pour les droits et l'égalité des femmes au Nigeria. Les confinements du fait de la COVID-19 ont entraîné une augmentation des cas de violence basée sur le genre qui ont été signalés dans le pays. Certaines des femmes qui ont demandé de l'aide et ont eu besoin d'un abri temporaire ont été envoyées dans des foyers sécurisés gérés par des organisations LBQ. Le Nigerian Feminist Forum (NFF), un groupe pro LGBTQI+ et SHRH composé de différents militants indépendants, dont des femmes queer, sont également à l'avant-garde de la lutte contre la VBG au Nigeria. Le NFF continue d'apporter un soutien financier et technique pour répondre aux cas signalés de violence contre les femmes, indépendamment de leur sexualité ou de leur religion.

En août, le musicien Yahaya Sharif-Aminu a été condamné à mort par pendaison dans l'État de Kano pour blasphème contre Mahomet. Des militants LGBTQI+, parmi d'autres activistes indépendants, ont pris la parole sur Twitter et lancé une campagne avec le hashtag #JusticeForYahaya pour faire libérer le chanteur. Un nouveau procès a ensuite été obtenu pour Yahaya Sharif-Aminu au motif qu'il n'a pas été représenté par un avocat tout au long de son précédent procès.

L'année 2021 a également été marquée par quelques défis, notamment la lutte contre la pandémie de COVID-19 et la lutte pour la vaccination, alors que de nombreux pays ont commencé à administrer des vaccins dès le début de l'année. En février, le gouvernement de l'État de Lagos a annoncé la réouverture de la barrière de péage de Lekki et les Lagosiens ont réagi en participant au mouvement #OccupyLekkiTollGate (la barrière de péage est également le site du massacre de Lekki). #OccupyLekkiTollGate est un mouvement contre la réouverture du péage de Lekki jusqu'à ce que le gouvernement soit tenu pour responsable et que justice soit rendue aux familles qui ont perdu leurs proches le 20:10:20. La manifestation n'a cependant pas été un succès ; le gouvernement de l'État de Lagos avait chargé des agents armés de l'État de monter la garde sur le lieu de la manifestation et dans ses environs. Au moins dix manifestants ont été battus et arrêtés, d'autres ont dû rentrer chez eux. Cybersecurity Corner, une communauté de cybersécurité LGBTQI+ sur Twitter et Instagram, a conçu des carrousels pour sensibiliser à la sécurité des manifestations et aux endroits où trouver de l'aide et du soutien en cas de besoin. Ils ont été partagés sur différentes plateformes et réseaux dans les jours qui ont précédé #OccupyLekkiTollGate. Le Cybersecurity Corner continue de fournir des ressources numériques et de cybersécurité aux communautés minoritaires du pays.

Les militants LGBTQI+ du Nigeria continuent de prêter leur voix à la lutte contre toute forme de discrimination. Les organisations LGBTQI+ continuent de mettre en place des programmes visant à informer le grand public de leurs droits fondamentaux tout en créant des liens avec leurs alliés et les parties prenantes. Ce type d'engagement entraîne des changements positifs dans le mouvement et crée des espaces où nous apprenons, désapprenons et réapprenons, et comprenons que nos problèmes sont liés les uns aux autres, car

«Tant que nous ne sommes pas tous libres, aucun de nous n'est libre»

- Emma Lazarus.

©Victor 'Vicwonder' Emmanuel

DANS LA LUTTE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE, MON HOMOSEXUALITÉ EST PASSÉE AU SECOND PLAN

PAR VICTOR EMMANUEL (VICWONDER) — NIGERIA

Lorsque Kayode Ani (un autre militant des droits LGBTQ+) et moi-même avons décidé de défiler aux côtés de plusieurs jeunes Nigérians lors des manifestations EndSARS au Nigeria, plus précisément dans l'État d'Enugu, rien n'aurait pu nous préparer à la résistance et aux remarques que nous avons reçues de la part du reste du troupeau d'agitateurs.

Les manifestations #EndSARS au Nigeria étaient un mouvement décentralisé contre la brutalité policière insondable de l'unité SARS (Special Anti-Robbery Squad) des forces de police nigérianes. Cette unité était connue pour profiler les jeunes, surtout les hommes, comme des criminels et des fraudeurs en se basant sur leurs mode vestimentaires, leurs tatouages, leurs coiffures et le type de gadgets électroniques qu'ils utilisaient. Créés à la fin de l'année 1992, ils avaient pour mission de s'occuper de crimes tels que les vols à main armée, les vols de véhicules, les enlèvements, etc., mais pendant près de deux décennies, leurs activités ont consisté à ériger des barrages routiers illégaux, à effectuer des fouilles injustifiées en fonction de l'apparence de leurs «suspects», à procéder à des arrestations illégales, à des extorsions, à des viols et à bien d'autres crimes odieux. Ainsi, le 8 octobre 2020, ayant atteint le sommet de la frustration, la jeunesse nigériane a décidé d'interpeller le gouvernement par des protestations physiques à travers le pays.

La communauté LGBTQ+ n'ayant pas été épargnée par toutes les atrocités de l'unité SARS, des membres de la communauté et des militants.tes se sont également joints. tes aux marches pour protester contre la brutalité policière, d'autant plus que c'était deux fois pire pour nous. Cette unité harcelait, agressait, extorquait et, dans certains cas extrêmes, tuait des personnes homosexuelles, non seulement parce qu'elle avait décidé, sans preuve, que nous étions des fraudeurs sur Internet, mais aussi parce qu'elle avait découvert notre orientation sexuelle. Il était donc nécessaire qu'en tant que communauté, nous rejoignions le pays pour le débarrasser de cette menace.

J'étais dans l'État d'Enugu pendant toute la durée des manifestations et, avec d'autres jeunes queer, nous avons pris des pancartes et rejoint le groupe apparemment interminable de jeunes dans les rues et sur les routes principales de l'État. Sur nos pancartes étaient inscrits les hashtags «#EndSARS» et «#QueerLivesMatter». Malheureusement, en raison du climat homophobe du Nigeria, notre main tendue en solidarité a été rejetée.

Le premier jour des protestations, seuls les jeunes de l'État de Lagos avaient défilé et s'étaient rassemblés devant la Chambre d'assemblée de l'État. Le deuxième jour, les protestations se sont multipliées dans les grandes villes comme Abuja et Port Harcourt, en plus de Lagos qui continuait à manifester. C'est au troisième jour des protestations qu'Enugu a rejoint l'action. À ce moment-là, Kayode Ani et moi-même, qui sommes très visibles au sein de la communauté queer nigériane, avions annoncé sur Twitter notre intention de nous joindre aux manifestations, non seulement en tant que jeunes Nigérians en colère, mais aussi en tant que jeunes Nigérians queer en colère. Nous résidons tous deux dans la ville d'Enugu. À Lagos, Matthew Blaise, autre membre visible de la communauté homosexuelle et lui-même militant, avait également prévu de se joindre aux manifestations aux côtés des personnes LGBTQ+ de l'État. À Abuja, la capitale du pays, Amara (plus connue sous le nom d'Amara la lesbienne) et sa petite amie Yinka avaient également décidé de représenter la communauté dans les manifestations

«Bien que nous nous soyons sentis offensés par le fait que la lutte contre l'oppression se faisait sous les feux de la rampe, nous sommes restés présents le lendemain et les jours suivants jusqu'à la fin des manifestations, car l'objectif global était de mettre fin au SARS !»

d'Abuja. Ainsi, le troisième jour des manifestations, c'est-à-dire le 10 octobre, nous avons tous.tes scandé «EndSARS !» et «QueerLivesMatter !».

À Enugu, après environ une heure de chants, d'autres manifestants ont compris ce que nous disions et se sont immédiatement offusqués. Selon eux, nous apportons un autre ordre du jour à la table. D'abord, une personne a commencé à imiter la démarche d'un homosexuel par dérision, puis elle a arraché nos pancartes et les a déchirées en morceaux. Pour éviter une escalade de la situation, nous avons dû marcher en silence.

La ségrégation que nous avons ressentie ce jour-là au milieu d'autres Nigérians opprimés dans les rues d'Enugu, et la violence et les attaques qui se profilaient à l'horizon si nous continuions à avoir une voix unique conçue par nos expériences uniques, nous ont incités à prendre des mesures de précaution. Ainsi, avant les jours de marche suivants, nous avons diffusé des informations sur les médias sociaux indiquant que nous allions marcher en groupe pour atténuer le danger. Nous avons également mis en place des canaux pour recevoir des financements et des dons afin de pouvoir nous nourrir, étancher nos soifs, donner les premiers soins, etc. car il était clair comme de l'eau de roche que les hétérosexuels n'en avaient rien à faire.

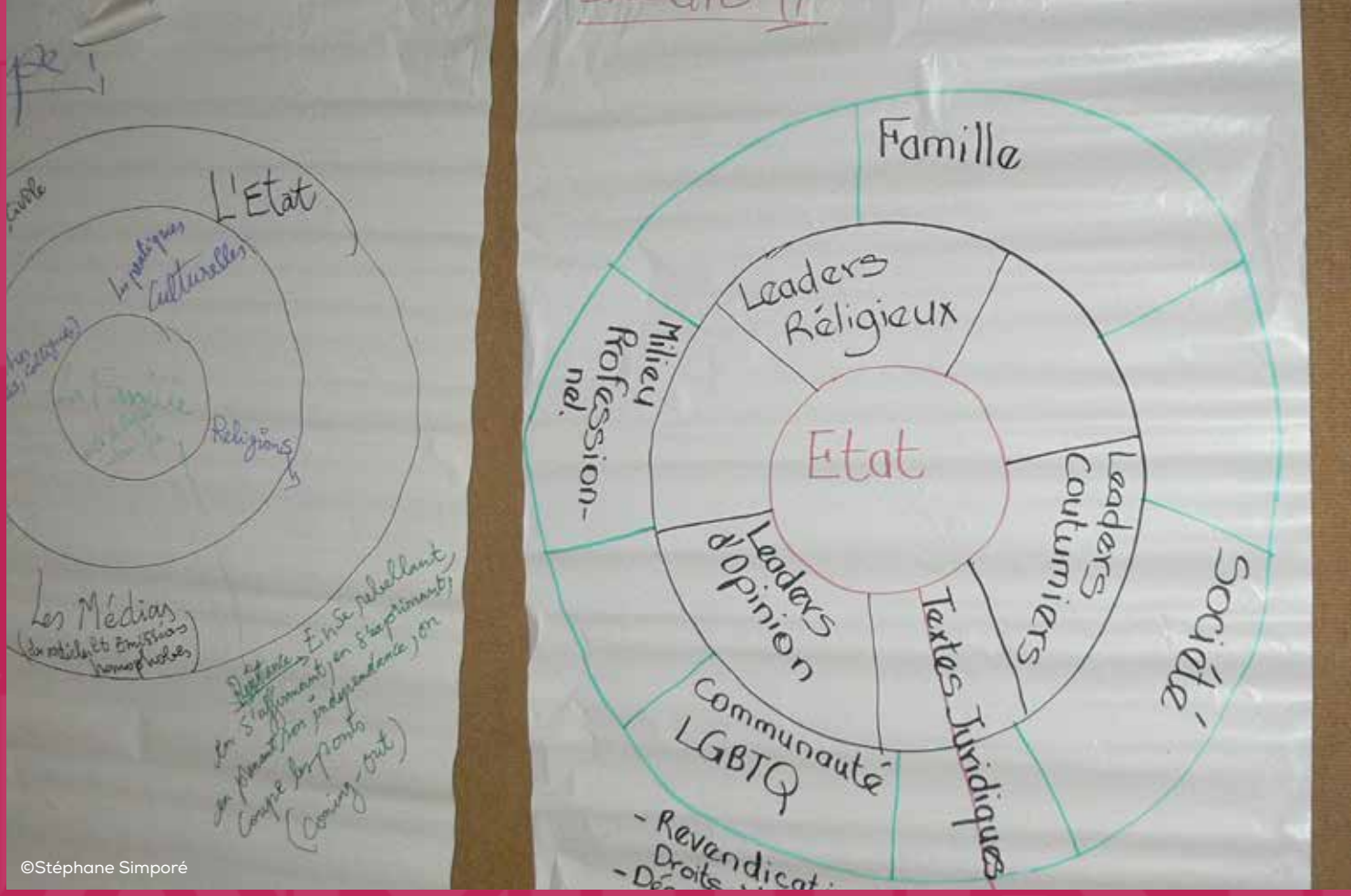
Bien que nous nous soyons sentis offensés par le fait que la lutte contre l'oppression se faisait sous les feux de la rampe, nous sommes restés présents le lendemain et les jours suivants jusqu'à la fin des manifestations, car l'objectif global était de mettre fin au SARS !

Le mouvement #EndSARS avait commencé bien avant 2020. En 2016, le hashtag avait fait l'objet d'un premier affichage sur le net. Après beaucoup d'agitation en ligne, le gouvernement avait alors promis des réformes de l'unité. Mais comme la plupart des promesses du gouvernement nigérian, celle-ci n'a pas non plus été tenue. En 2017, 2018 et 2019, d'autres promesses de réformes ont été faites. Comme pour la plupart des révolutions de l'histoire, l'étincelle nécessaire pour provoquer des changements permanents s'est produite le 3 octobre 2020 lorsqu'une vidéo d'un officier de police du SARS tirant sur un jeune homme devant l'hôtel Westland, à Ughelli, dans l'État du Delta, a fait surface sur le net. Voir un jeune homme innocent perdre injustement la vie a fait naître une boule inconfortable dans la gorge des jeunes Nigérians et nous sommes descendus dans la rue. Les manifestations ont pris fin le 22 octobre, après avoir duré près d'un mois, une période qui a malheureusement été marquée par de nombreux décès et violations des droits de l'homme. À la fin, les jeunes Nigérians ont présenté une liste de cinq doléances au gouvernement. Tout d'abord, nous avons exigé la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées pendant les manifestations, puis nous avons demandé que justice et compensation soient rendues aux personnes décédées à cause de la brutalité policière au Nigeria et à leurs familles. Nous avons également exigé qu'un organisme indépendant soit mis en place dans les dix jours afin d'enquêter et de poursuivre tous les auteurs pour les rapports faisant état de comportements répréhensibles de la part de la police, notamment pendant les manifestations. La quatrième demande concernait l'évaluation psychologique et la reconversion des agents du SARS et, enfin, le paiement intégral et plus fréquent des salaires des policiers, qui se sont plaints d'être à peine payés.

Après plusieurs jours de protestations et de revendications, l'inspecteur général de la police nigériane a interdit à l'unité SARS toute activité illégale et toute recherche sans discernement. Le pays s'est ensuite calmé.

J'ai appris quelque chose au cours de ce processus : bien que les Nigérians aient choisi le type d'oppression contre lequel ils voulaient se battre - et il va sans dire que les luttes de la communauté LGBTQ+ n'ont pas été incluses - il est impératif que nous nous rassemblions tous et réclamions nos droits et privilèges en tant que citoyens, une cause à la fois.

SÉNÉGAL



©Stéphane Simporé

LES CITOYENNES LESBIENNES, BISEXUELLES ET QUEER AU SÉNÉGAL : DÉFIS ET AVENIR

PAR **KIRAAY — SÉNÉGAL**

La plupart de l'implication des femmes Lesbiennes Bisexuelles, et Queer (LBQ) dans les programmes se fait uniquement au niveau des associations ou réseaux d'associations. Plusieurs d'entre elles travaillent avec les organisations de la société civile sous la coupole des programmes et thématiques du VIH-SIDA et les maladies opportunistes liées. La réalité sociétale et religieuse du pays s'est transformée par l'apparition du radicalisme religieux, un fait récent avec des effets directs sur le rejet des personnes LGBTIQ. Il Ya quelques années, comme cela a déjà été noté, l'homosexualité était vécue au sein de la société sénégalaise avec plus d'ouverture que de nos jours. L'extrémisme religieux a enraciné les préjugés LGBTIphobiques. Les intégristes islamistes répandent des messages anti-occidentaux et homophobes basés sur des interpellations radicales des textes religieux qui désignent les personnes homosexuelles comme « maudites ». Ceci contribue à générer un climat sociétal de violences et de discrimination envers les personnes homosexuelles et de genre non-binaire. Très peu de leaders musulmans et chrétiens sont sensibles à la situation difficile que vivent les groupes et communautés LGBTQI.

Dans le rapport d'une enquête publiée en Septembre 2020 et réalisée par ALDARTE-Espagne BILBAO avec MEDICOS DEL MUNDO et les associations communautaires et la société civile et religieuse sur la diversité sexuelle et de genre, il est mentionné que l'attitude hostile envers la diversité sexuelle et de genre l'est par interprétation du Coran comme a témoigné un des imams : «le coran est clair, il dit que les personnes LGBTI sont proscrites et nous ne pouvons pas aller contre le coran ». Mais plus tard, il reconnait si on n'accompagne pas les personnes LGBTI et qu'on continue à les exclure dans les programmes de santé, les maladies et infections vont continuer à se propager dans la population générale. Et c'est sur la base de ce sentiment d'autoprotection que certains leaders réligieux ont enfin accepté de « travailler » avec des collectifs LGBTI au Sénégal.

Néanmoins nous en tant que collectif LBTIQ nous profitons de cette brèche d'acceptation pour les considérer comme des pseudo-alliés de fortune et leur faire porter la sensibilisation de la cohabitation et de l'acceptation dans la réduction des violences basées sur l'orientation et le genre. Ce travail est appuyé par Médicos et soutenu par un argumentaire de plaidoyer que ces religieux vont utiliser dans les mosquées pour sensibiliser contre la stigmatisation et la discrimination pour un meilleur accès aux soins pour les personnes LGBTI. Cette collaboration nous permet de faire le plaidoyer auprès des représentants étatiques – des religieux et des alliés avec « le visage » du VIH-SIDA.

Nous pouvons toutefois arriver à constater un manque de volonté du Gouvernement sénégalais de protéger les droits des personnes LGBTIQ dont un texte de la législation nationale criminalise les personnes LGBTQI en la loi dite Article 319. Récemment interpellé publiquement, le Chef de l'Etat sénégalais a affirmé que :

«Nous sommes très à l'aise avec nos lois et les Droits Humains sont respectés mais il ne pourrait pas y avoir de changement à propos des lois sur l'homosexualité car la société sénégalaise n'était pas encore prête » et il ajoute « nous ne pouvons pas demander au Sénégal de légaliser l'homosexualité et d'organiser une GAY PRIDE demain, c'est notre façon de vivre et d'être et cela n'a rien avoir avec l'homophobie. »

Il faut rappeler que ces propos ont été tenus au cours de la visite au Sénégal du Premier Ministre Canadien qui dans son discours a interpelé son homologue Chef d'Etat sur la situation des droits humains des personnes LGBTI au Sénégal.

Il faut reconnaitre aussi qu'au Sénégal un fort sentiment de revendication d'une identité nationale et africaine dans un contexte global de lutte contre l'impérialisme et le néocolonialisme s'est développé. Cependant, cette résistance se fait au détriments des droits et besoins des personnes LGBTQI qui sont malheureusement présentées comme une priorité occidentale. Ce qui a des conséquences directes et très négatives pour le collectif LGBTIQ.

Dans un tel contexte, le sexisme de la société sénégalaise se trouve dans un imaginaire collectif incapable d'entrevoir l'existence de femmes pouvant désirer d'autres femmes. La réalité LGBTI est fondamentalement masculine, le lesbianisme est totalement rendu invisible. Et le fait de vivre dans un environnement si hostile où de multiples facteurs favorisent la violence et le rejet rend très compliqués l'acceptation de soi, et, plus encore, de vivre ouvertement ses désirs de se montrer publiquement ou d'en parler dans l'environnement proche (famille, université – école-quartier, travail etc) et de s'organiser collectivement.

C'est pourquoi un des défis de la lutte pour la diversité sexuelle et genre au Sénégal est de travailler à renforcer l'identité collective des femmes lesbiennes bisexuelles et queer* soumises à des contrôles sévères de la part des familles et de la société débouchant sur des viols ou violences correctifs ou curatifs. Le paradoxe, c'est l'oppression et la dévalorisation des femmes LBQ au niveau de l'octroi des subventions, de l'emploi et de l'éducation en faveur des hommes en leur collant l'étiquette de sexe faible. La violence interne au sein de la collaboration dans les réseaux mixtes où les hommes profitant de la précarité des associations identitaires dirigées par des femmes qui ont des difficultés à avoir des ressources pour développer leurs structures est exacerbée.

Néanmoins les femmes LBQ conscientes de cette situation d'oppression masculine héritée, imagée comme un œuf dans son cocon décident de faire éclore l'œuf pour voir le jour. Nous femmes LBTIQ citoyennes pleines, conscientes de notre valeur et compétences décidons de voir le jour intelligemment et travaillons en créant des liens de solidarité entre paires pour nous renforcer mutuellement en formant une cohésion dans l'équité, l'intersectionnalité afin de faire entendre notre voix. Ainsi, nous participons au développement individuel et collectif consolidé en sensibilisant nos paires pour un meilleur estime de soi, en fournissant des informations sur les lois, les droits fondamentaux, la sécurité pour éviter ou réduire les agressions surtout en période de crise sociétale comme récemment noté au Sénégal. Consciente que le renforcement doit se faire à plusieurs niveaux pour une bonne démarche de plaidoyer et que le réseautage est un point fort de mobilisation de la masse quand bien même nous savons que pour la plupart des femmes LBQ , la visibilité n'est peut-être pas la priorité fondamentale, se fortifier, se former, s'accepter demeurent une forme de révolution passive et être consciente de cette révolution est de début d'engagement vers la visibilité. D'autres stratégies de mobilisation et développement communautaire que nous avons sont : la création d'équipes de football pour, entre

autres, se rencontrer et « se sentir ». Il existe aussi l'organisation de mariages symboliques. Face à des questionnements, nous avons opté de travailler pour aller vers l'autodétermination féminine et mettre des stratégies de massification calme d'où le linkage, le bouche à oreille, l'effet boule de neige et langaboury[1]. C'est la sensibilisation qu'on appelle 'aller au bas de la pyramide' pour les paires non membres d'une association, qui n'ont aucune information (création d'espace sécurisé de discussions, de dialogue des jeunes, de soutien d'appui psychosocial, de conseils de prévention et d'alerte pour éviter l'isolement et la stigmatisation, la violence). Nous collaborons stratégiquement avec certains représentants étatiques dans un plaidoyer cognitif sur les droits humains et le rappel des conventions signées et ratifiées par le pays au cours de certains ateliers. Nous engageons également un plaidoyer auprès de certains médias identifiés comme des alliés souterrains pour une meilleure articulation de l'information pour un regard plus positif des LBTIQ.

L'effet commence à immerger et l'espoir d'atteindre le processus de changement des mentalités est possible dans les perspectives – Les femmes LBQ ont longtemps souffert de la non prise en charge dans les programmes nationaux, le manque de ressources financières économiques en sachant que cela fait partie du nerf de la guerre. Un point placé dans le paysage de justice sociale du Sénégal par le Fond mondial de lutte contre VIH/le Paludisme et la Tuberculose : dans les programmes nationaux avec le NFM3[2] a validé l'inclusion des Trans dans la note conceptuelle du Sénégal, suivi d'un branlebas extraordinaire interne au niveau de certains démembrements étatiques qui se demandent, comment travailler avec les trans* ? Qui sont les personnes Trans ? Que faire pour avoir la visibilité et l'accessibilité des Trans ? Notre rêve en tant que femmes LBQ, c'est de voir un Sénégal inclusif et équilibré dans le respect et l'égalité des droits où toute la diversité peut s'ouvrir et vivre harmonieusement. Nous y croyons à condition que l'accompagnement nécessaire en ressources stratégiques et la création de mouvements agiles aptes à travailler collectivement pour un changement social et politique dans la flexibilité, l'engagement, la solidarité, l'harmonisation des efforts pour atteindre notre objectif : le droit de pouvoir choisir librement et faire valoir nos droits.

1 Lagan Boury est un jeu senegalais (exemple :on te bande les yeux et on te demande d' aller chercher un objet caché dans un espace non déterminé). on prend cet exemple pour descendre sur le terrain particulièrement dans les sites de drague sans savoir qu'est ce qui nous attend pour chercher nos paires qui ne veulent pas ou ne connaissent pas la vie associative; seule ou rejetée pour les accompagner et essayer de les convaincre de rejoindre les associations pour une meilleure prise en charge et réduire le stigma et la discrimiation.

2 NFM 3 : veut dire Nouveau fonds mondial session 3. C'est par rapport aux activités qu'on déroule et que les lesbiennes ne sont pas prises en charge. Seulement les professionnelles de sexe

TOGO

©Stéphane Simporé

DU DIFFICILE, VOIRE IMPOSSIBLE ENGAGEMENT CITOYEN DES MOUVEMENTS LGBTQI+ DU TOGO DANS DES LUTTES DE JUSTICE SOCIALE AUTRE QUE LES LEUR

PAR GATSBY — TOGO

A ma grande surprise l'ambiance était plutôt conviviale et bon enfant à cette manifestation de Septembre 2017. Ce n'était pas un de ces rassemblements de personnes en colère, vindicatives, exigeant des changements tout de suite et maintenant. Pourtant il y avait matière à cela mais non. Au contraire, Il y avait beaucoup de sourires sur les visages. Beaucoup de gaités, de joie et des marrées de drapeau. Du vert, du jaune, du rouge et du blanc à profusion et encore. Dans l'air flottait une satisfaction collective de se retrouver sans distinctions sociales, ni appartenance politique. Des gens de tout bord soudés par une vision commune d'un Togo démocratiquement plus juste. Mes doutes et appréhensions volèrent en éclats.

Mes sentiments demeuraient confus cependant. Il y avait de l'euphorie, un peu de peur mais surtout beaucoup de fierté. Pour moi être citoyen togolais s'est longtemps résumé au fait d'être né quelque part. Être né quelque part, avoir ses pièces d'identité et bondir du canapé quand Adébayor marque à la coupe d'Afrique des Nations.

Dans la chaleur de cet après-midi de septembre, sur les terres togolaises, ce mot revêtait aussi un autre sens jusque-là pour moi insoupçonné. Agrippé au dos de Peter, sur sa moto toujours aussi bruyante malgré la cacophonie des vuvuzelas et les chants des manifestants-es, je tenais du bout des doigts, d'une main étirée aux limites de l'impossible, vers le ciel, mon drapeau. Le drapeau de mon pays le Togo. Je le voulais le plus haut, le plus visible de tous. Pourtant je n'avais jamais ressenti aucun attachement particulier à ce genre de symbole patriotique.

«Comment pourrait-il en être autrement pour le jeune homosexuel en pleine construction de soi, évoluant dans un environnement aussi hostile ?»

La citoyenneté sous d'autres cieux, c'est appartenir, être reconnu comme tel, et jouir de ce fait de droits spécifiques sans oublier ses devoirs. Aujourd'hui je suis là pour accomplir un de ces devoirs civiques : militer en faveur d'un avenir plus démocratique pour mon pays. Exiger de réformes constitutionnelles qui garantissent l'alternance par une disposition limitant le nombre de mandat présidentiel. A l'image de 85% de mes compatriotes selon l'enquête d'afro baromètre, je voulais par mon engagement mettre un terme à ce système quasi monarchique où depuis près de 50 ans, les mêmes concentrent tous les pouvoirs sans aucun partage. Aujourd'hui je prends pleine conscience de ma citoyenneté et m'engage civiquement pour un Togo meilleur.

Il faut rester honnête tout de même. Mon patriotisme fraichement découvert, ma citoyenneté enrichie n'étaient pas tout à fait désintéressés.

Oui il est vrai que Peter a fini par me convaincre avec ses longs argumentaires des jours durant sur l'impérieuse nécessité en tant qu'activiste d'investir des combats encore plus inclusifs. Il ne s'agit plus d'un soutien distant à grand renfort de reposts et d'hashtag selon ses dires. Mais un engagement actif sur le terrain au plus près des organisations et des manifestants-es. Une façon de prouver notre valeur et notre engagement en tant que personnes LGBTQI+ à la construction d'une société togolaise nouvelle. Une stratégie à la Frederick Douglass en somme. Frederick Douglass a pendant la guerre de sécession activement fait campagne pour un enrôlement des noirs dans les troupes abolitionnistes pour qu'in fine ils soient reconnus comme des citoyens de plein droits et qu'un terme soit définitivement mis à l'esclavage partout aux USA. Pourquoi pas ? je finis par lui concéder avec quelques appréhensions et un peu de réserve. Mais la perspective de pouvoir adresser une nouvelle page de notre fameux « agenda » ne me déplu pas. Qui sait, avec un peu de chance l'alternance pourrait faire éclore de nouveaux leaders avec de

«Le droit le plus fondamental et duquel découle des besoins incontournables liés à ma sexualité, ma protection en tant qu'individu, et ma liberté d'aimer et de m'associer entre autres m'était refusé.»

nouvelles visions et une mentalité beaucoup plus progressiste sur les thématiques liées au féminisme, au genre et à l'orientation sexuelle.

Je suis donc finalement là sur cette place noire de monde pour une Nation qui me concède volontiers des droits civiques mais me dénie l'essentiel. Le vote ne m'était pas interdit. Je participe sous certaines conditions pleinement à la vie sociale et communautaire. Seulement quand il s'agit de qui je suis. Ma nation préfère ne pas savoir. Mieux, il était des fois de mon intérêt qu'elle ne sache pas. Le droit le plus fondamental et duquel découle des besoins incontournables liés à ma sexualité, ma protection en tant qu'individu, et ma liberté d'aimer et de m'associer entre autres m'était refusé.

Cette nation n'a jamais été là pour moi et pourtant je suis là pour elle, bravant les interdictions de rassemblement, les menaces et les risques de violence.

Soudain, l'amertume s'ajouta à la peur, la fierté et l'euphorie. La dernière phrase de l'hymne national, « Togolais vient bâtissons la cité ! », repris en chœur comme un seul homme par tout le boulevard du 13 janvier noir de monde m'extirpa de ma confusion émotionnelle. Elle sonna comme un écho à mes questionnements sur mon patriotisme aussitôt découvert aussi vite remis en cause par moi-même. Des questionnements sur ma présence ici, moi activiste homosexuel engagé pour une patrie homophobe ? « Togolais, hétérosexuel cis genre, vient bâtissons la cité » ou « Togolais, peu importe ton orientation sexuelle, vient bâtissons la cité » ? La liesse semble gagner de plus en plus la foule. Le doute de plus en plus mes pensées. »

Au Togo, comme dans de nombreux régimes anciennement autocratiques, les terme « société civile », « activiste » diffusent dans leur sillage un léger parfum de soufre. Ceci est la résultante des avancées démocratiques

notamment le multipartisme obtenu au prix de la mobilisation acharnée d'activistes dans de nombreux pays de l'Afrique francophone dans les années 80. Depuis, une défiance s'est installée entre les mouvements qui se réclament de la société civile peu importe leur domaine d'intervention et les politiques. A ce jeu de sape mutuel, tous les coups sont permis.

C'est ainsi qu'en 2015, les organisation LGBTQI découvrirent stupéfaits un communiqué de presse sur les réseaux sociaux proclamant le soutien de prétendues organisations de minorités sexuelles, jusqu'à ce jour inconnues, à une marche organisée par une coalition des partis d'opposition pour exiger les réformes constitutionnelles. La controverse fut immédiate. Des dizaines d'heures d'antennes et d'autres dizaines de pages d'articles et d'opinions furent consacrées à cette actualité. Parti au pouvoir et opposition s'échangèrent les amabilités pendant plusieurs semaines ne manquant de nous étriller au passage. Etriller est un euphémisme. Un camp dénonçant une opération montée de toute pièce afin de décrédibiliser les organisateurs de la marche et détourner l'attention sur les revendications, l'autre faisant un procès moral sur les valeurs des mouvements se réclamant de l'opposition et de leur réel « agenda ». Les leaders religieux, chefs traditionnels ne tardèrent pas à joindre leurs opinions et alimenter encore plus la controverse.

Nos partenaires locaux manifestèrent leurs inquiétudes quant à notre « glissement politique ». Dans une tentative désespérée de se dédouaner et lever tout équivoque, un communiqué de presse fut envoyé à quelques organes de presse. Cela n'eut pas l'effet escompté et ne fera que rajouté à la polémique.

Noyé dans cette foule, toute l'anxiété de cette époque me revint. Je ne suis pas à ma place ici. J'épouse cette cause, je me battrai sans doute pour elle 1000 plus que tout autre personne ici. Mais ils devront se passer de ma présence. J'ai pensé à tort qu'un engagement personnel aurait suffi. Prendre bien soin de ne pas engager la structure que je dirige sur cette lutte qui pourtant rentre dans le spectre des valeurs de justice sociale que nous défendons. Oui mais non. Le retour de flamme pourrait être extrêmement dommageable pour les minces succès obtenus à la sueur de dures années de labeurs. Notre combat n'est pas politique. Je ne le serai pas.

Je veux dire je ne l'afficherai. Nous ne l'afficherons pas. Parce qu'entre nous, soyons francs maintenant qu'on est entre nous. Qu'est-ce qu'il y a de plus politique que de s'engager pour l'inclusion et l'égalité sans distinction de genre ni d'orientation sexuelle dans un patriarcat hétérocentré hérité de nombreuses années d'exploitations et de domination impérialistes ? Évidemment que nos prises de parole, nos interventions, notre souhait de construire des sociétés plus justes et inclusives sont politiques. Mais Chut ! chut ! ça, ça reste entre nous. Ça pourrait effrayer nos partenaires et notre

fameux « agenda » pourrait être dévoilé. Nous trouverons des moyens d'exercer notre devoir et engagement citoyen sans pour autant avoir à afficher qui nous sommes.

De façon plus sérieuse. L'interconnexion des luttes en matière de justice sociale n'est plus à établir, du moins plus au Togo. Cependant l'environnement socio politique est tel que les organisations éprouvent des difficultés sinon des réticences à clairement afficher leur soutien à des revendications de démocratie, de bonne gouvernance ou de promotion de la femme même dans le sens le plus conservateur et le plus classique du terme. L'exploitation à des fins de propagandes politiques et électoralistes des mouvements LGBTQI+ et leur revendication par le parti au pouvoir et les partis d'opposition à titre d'exemple, a définitivement freiné les organisations dans la manifestation de leur soutien et leur participation dans les débats civiques en lien avec la démocratie. Une forme d'engagement citoyen se manifeste mais elle reste individuelle et très discrète.
Sur d'autres fronts plus sociétales et moins politiques des luttes pour une justice sociale, on serait tenté de croire qu'il y a de l'espace pour les organisations LGBTQI+. Que nenni.

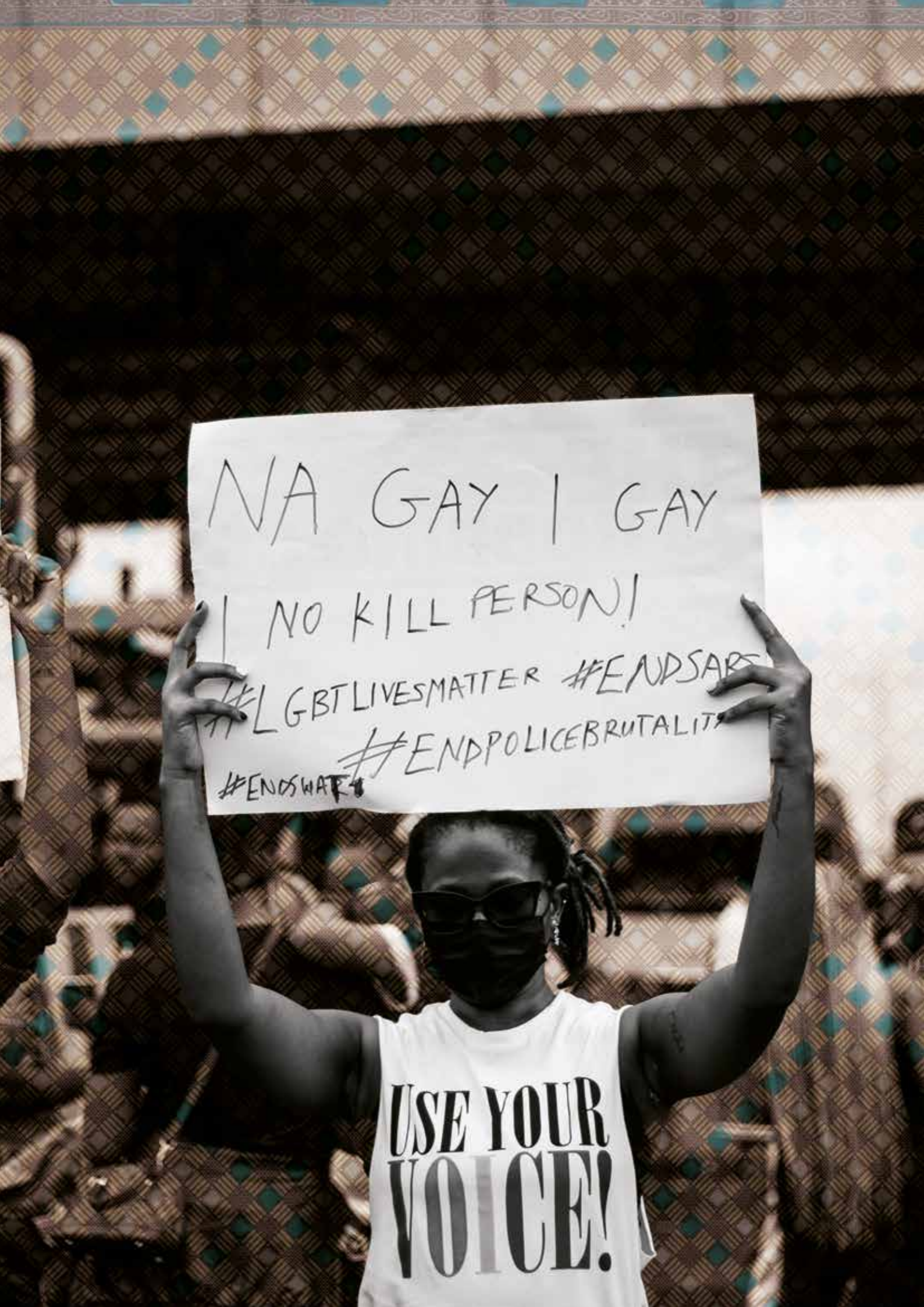
En 2018, deux faits de société ébranlèrent les réseaux sociaux au Togo. La divulgation des photos dénudées d'une influenceuse par son ex amoureux éconduit et le viol d'une jeune fille filmé par son agresseur, puis balancé sur diverses plateformes. Les fautifs interrogés sur la justification de leurs actes évoquèrent des arguments ahurissants soutenus par leur vision sexiste et misogyne. Ces scandales suscitèrent l'émoi jusqu'au sein des organisations LGBTQI+. Ils y eurent une résonnance particulière du fait des thématiques en lien avec la protection de la vie privée ; les violences basées sur le genre, la masculinité toxique que des initiatives de plaidoyer des organisations identitaires adressaient à l'époque.

A la faveur de cette fâcheuse actualité, les mouvements féministes se sont redynamisés et ont constitué une coalition d'organisations de défense des droits de la femme. La manifestation d'intérêt pour l'intégration à la plateforme envoyée au nom de l'organisation que je dirigeais à l'époque reçu un retour non favorable. Une responsable d'ONG, membre de la coalition me confiera quelques temps plus tard que notre présence au sein de cette coalition risquait de « brouiller » le message. Cela se passe de commentaire.

En définitive, le chemin pour que les organisations LGBTQI+ au Togo investissent d'autres luttes de justice sociale reste long et tortueux. Pas impraticable. De nouvelles alliances devront se créer. Les actions de plaidoyer et de changement de mentalité devront s'accentuer. C'est notre devoir impérieux de citoyen de participer aux actions de promotion de l'égalité des droits et la solidarité collective.

GATSBY, ACTIVISTE LGBTQI+ TOGOLAIS

INITIATIVE SANKOFA D'AFRIQUE DE L'OUEST
www.isdao.org • info@isdao.org
initiativeSankofa • initiative_sankofa • ISDAOSankofa


NA GAY | GAY
| NO KILL PERSON |
#LGBTLIVESMATTER #ENDSARS
#ENDPOLICEBRUTALITY
#ENDSWAT
USE YOUR
VOICE!